



Bilan d'étape

Juin 2011

« Nous ne nous satisfaisons pas d'être spectateurs ou commentateurs de notre temps. Nous voulons être protagonistes et écrire notre propre histoire » - étudiante participante à l'Assemblée d'Iquique dans le Cône Sud

« Nous ne prétendons pas créer ici un nouveau parti politique, mais plutôt un mouvement qui puisse articuler une infinité d'initiatives civiques aujourd'hui dispersées » - manifestant du mouvement Democracia Real Ya! en Espagne

Sommaire

Avant-propos.....	3
D'un seul trait.....	4
L'essentiel sur les six processus de 2010-2011.....	8
Mémo budgétaire (2010-2011).....	16
Annexe	
Bilans transmis par les six assemblées régionales.....	17
1. Asian Citizens Assembly 2010 - Ten key memos	18
2. Assemblée de Citoyens Sahélo-Sahariens.....	27
3. Bâtir le Mali à partir des perspectives locales	42
4. Dialogues méditerranéens : institutions et citoyenneté en Méditerranée.....	48
5. Primera Asamblea de Ciudadanos del Cono Sur. Una dinámica inédita en la región.....	55
6. Pacific Assembly (January 2011)	67

Avant-propos

Ce bilan propose un point d'étape au mois de juin 2011 sur les processus d'assemblées régionales de citoyens en marche depuis 2007-2008 dans les cinq aires géoculturelles de l'Asie, l'Océanie, la Méditerranée, le Cône Sud latino-américain et le Sahel-Sahara.

Il s'appuie principalement sur les **évaluations réalisées par chacune des coordinations des assemblées sur la base d'une même grille de lecture** (voir en Annexes), ainsi que sur certaines expériences personnelles, témoignages et chroniques produites au cours de l'itinéraire.

Une rétrospective relativement précise de chaque initiative ayant déjà été décrite dans le rapport de la réunion d'animateurs d'assemblées de mai 2010, le choix a été fait de se concentrer sur la dernière étape qui s'est tenue de mi-2010 à début 2011, en se posant explicitement la question: où en sommes-nous et dans quelle direction sommes-nous maintenant engagés?

D'un seul trait...

Une expérience inédite

En organisant dans cinq grandes régions du monde des démarches combinant rassemblements populaires, caravanes itinérantes et culturelles, débats citoyens et mise en réseau d'une grande pluralité d'acteurs et de questions politiques, les assemblées citoyennes ont constitué une **expérience inédite** sur le plan de la réinvention politique et auront sans doute apporté une inspiration non négligeable à l'effort d'émancipation des peuples de ce début de XXIème siècle.

Six assemblées, tenues entre juillet 2010 et janvier 2011 dans des villes emblématiques de leur région, ont mobilisé au total **près de 3 000 participantes et participants**, représentant une soixantaine de peuples, d'ethnies et de nationalités différentes en provenance de l'Asie, de l'Océanie, du Cône Sud latino-américain, du Sahel-Sahara et de la Méditerranée. A travers eux, ce sont environ vingt-cinq groupes sociaux et professionnels qui sont entrés en dialogue, en privilégiant des modalités participatives de convergence et de débat, toujours variables selon des réalités socio-politiques régionales, et cherchant dans chaque cas à relier les acteurs autour d'un nombre délimité de questions liées à l'évolution de leur société et aux crises structurelles de la gouvernance.

De l'intuition aux prototypes

Même si les assemblées ont avancé chacune à leur propre rythme en prenant des géométries très variables, ce premier chapitre qu'elles viennent d'écrire de 2008 à 2011 constitue bel et bien une **percée commune** et pourrait tenir dans le titre: **“de l'intuition aux prototypes”**. Chaque assemblée dispose aujourd'hui d'une expérience-pilote, remobilisable et adaptable pour poursuivre son processus. Elles ont produit des symboles forts, un mouvement collectif, des réflexions thématiques, des ébauches de réseaux, des apprentissages méthodologiques en équipe. Elles ont aussi généré des **initiatives nouvelles et des suites** qui sont de fait en marche dans plusieurs processus (voir les six desmogrammes ci-après).

Cette expérience-pilote nous confirme que la place des assemblées est bien du côté des **“nouvelles fabriques de dialogue et de citoyenneté”**, où se construisent des rapports élargis et inclusifs entre la diversité des acteurs en mouvement et la recherche de points de vue et de perspectives communes. Elles se décrivent elles-mêmes comme des sortes de **laboratoires** (Cône Sud), **des réseaux de réseaux et des dialogues multilatéraux** (Asie) ou encore **des aventures inédites** (Sahel-Sahara), **où s'expérimentent des liens nouveaux entre acteurs et questions politiques**, en réponse à des contextes marquées par le cloisonnement ou la segmentation des approches. Aucune assemblée ne peut se résoudre dans une seule formule magique ou mathématique. Leur façon d'avancer et leur mécanisme relèvent à la fois de l'intuition et du pragmatisme, du tâtonnement et de la stratégie programmatique, de la capacité à

mettre en débat des questions fortes qui font sens, à alimenter les échanges en restituant une vision d'ensemble des contributions.

Apprentissages et défis

Que nous apprennent les assemblées après ce premier cycle de vie? Sans entrer dans les détails des six initiatives abordés dans les bilans de chaque processus, nous mettrons ici l'accent sur quelques leçons essentielles qui pourront nous aider à penser la suite de l'aventure.

1. **Les assemblées nous apprennent tout d'abord à mieux nous transformer nous-mêmes et nous situer dans un monde traversés par des crises et des changements rapides. Elles s'insèrent dans un ensemble de mouvements civiques en émergence, porteurs d'organisation nouvelle.** Le monde a continué à se transformer très rapidement suite à l'onde de choc initiée depuis la crise économique de 2008. Soulignons trois tendances qui nous font porter un regard d'autant plus opiniâtre sur la portée des démarches globales et citoyennes. a) **De nouveaux mouvements populaires ont émergé** avec des organisations nouvelles, bouleversant les schémas habituels de l'action militante et s'affirmant comme de puissants leviers de revendication et de recherche de perspectives globales sur le long terme. b) **Des formes innovantes de dialogue et de lien entre citoyens**, entre diversités individuelles, nationales et régionales continuent de s'expérimenter ici et là, en allant plus loin que les mécanismes traditionnels de débat, d'intégration et de coopération internationale, bien souvent en situation de décalage devant la complexité des enjeux. c) **L'échelon régional continue à s'affirmer** doublement comme un « maillon montant » de la gouvernance

mondiale et comme un niveau privilégié où s'élaborent les alternatives, les liens de confiance et les alliances élargies, plus adaptées aux défis posés par la crise actuelle. Les **assemblées citoyennes, qui prennent naissance et s'insèrent dans ces différents contextes**, semblent constituer une « réponse pertinente » à l'humeur du monde actuel.

2. **Les six processus ont réussi à dégager des questions communes et des groupes de propositions consistantes, mais celles-ci restent globalement sous-valorisées et insuffisamment diffusées.** Les six assemblées ont dans chaque cas défini un petit groupe d'entrées thématiques, loin d'être représentatives de la diversité interne de chaque processus, mais autour desquelles il a été possible **d'organiser fluidement le dialogue et de déboucher sur des perspectives plus amples.** Ces perspectives couvrent dans l'ensemble un large spectre de l'organisation de la société, partant des valeurs et de l'éthique individuelle, jusqu'aux approches de gestion des biens communs et à l'intégration régionale (voir les entrées thématiques dans les six desmogrammes). Ces perspectives ont été reprises dans les compte-rendus diffusés au sein de chaque assemblée après les rencontres de 2010. Leur regroupement est pour l'instant assez difficile à réaliser du fait de la variété des formulations et de l'absence d'une agrégation d'ensemble des questions et des propositions. Vu l'énergie nécessaire pour porter la charge logistique des assemblées, les équipes d'animation n'ont pas encore pu consacrer un temps suffisant - au-delà des évaluations finales, pour systématiser précisément les propositions et construire des cohérences entre elles. Cela explique pourquoi diverses chartes citoyennes sont en cours ou en projet (Asie, Cône Sud, Sahel-

Sahara). **Le rapprochement de ces propositions et des chartes, lorsqu'elles seront abouties, pourra constituer une nouvelle opportunité** pour rendre visible la voix des participants réunis au sein des assemblées, et de là esquisser une **parole des citoyens et des peuples** des cinq régions du monde.

3. **L'élargissement des processus implique en contrepartie la consolidation de leurs équipes d'animation.** L'élargissement de l'échelle géographique et socioprofessionnelle des processus s'impose dans pratiquement tous les cas comme un prolongement naturel du cycle accompli. On voit à travers les évaluations que cet élargissement peut être déstabilisant s'il ne parvient pas à s'appuyer sur la solidité et la cohérence interne des équipes d'animation. Il est associé en retour à l'idée de "travailler à l'intérieur" des groupes de facilitation. Or les expériences de 2010 montrent bien que la **capacité d'animation et de facilitation** a été un élément clé dans le déroulement des assemblées. Cette capacité repose sur les critères communs partagés entre chaque membre et les équipes locales, sur l'aptitude à mobiliser des acteurs stratégiques, à partager des réflexes et des méthodes de travail, à maintenir le dialogue dans des conditions de créativité. Ces apprentissages, nettement renforcés grâce aux efforts nécessaires au montage des assemblées de 2010, doivent pouvoir se maintenir et s'approfondir. Ils sont à l'évidence une **contrepartie nécessaire** pour que les dynamiques puissent à nouveau s'élargir.

4. **La mise en œuvre de modes d'animation et de méthodes innovantes a été globalement réussie, elle doit être poursuivie et gagner progressivement en cohérence.** Le pari des assemblées de donner aux dialogues davantage d'authenticité et de circularité a été

globalement relevé. Les caravanes itinérantes et les activités culturelles et festives ont créé des moments très forts et symboliques, mettant les participants plus en situation de « **découverte fraternelle** » que de simple dialogue formel. Les assemblées ont dans plusieurs cas proposé des « **espaces d'échanges circulaires** », conçus comme des formules intermédiaires entre séances plénières et ateliers, où chacun prenait directement connaissance de l'ensemble des discussions thématiques (Cône Sud, Sahel-Sahara, Asie). Les ateliers ont misé sur la construction collective, la circulation et le respect de la parole donnée à tous, avec **l'appui de facilitateurs et d'équipes méthodologiques**. Des consultations ou des évaluations ouvertes, ont également été lancées avec le soutien des outils de communication comme les pages web, les listes électroniques et les réseaux sociaux. Cet effort d'innovation méthodologique a parfois généré des **résistances et des contestations** de la part des participants (ainsi que des animateurs d'atelier), du fait qu'ils impliquaient une rupture avec les schémas classiques de communication et de participation au débat. On voit d'ailleurs comment **les équipes de facilitation ont joué un rôle décisif** pour canaliser ces tensions et maintenir les échanges dans ces conditions favorables. Même si elles sont encore inégales et hétérogènes, ces expérimentations constituent des avancées concrètes sur le terrain des méthodes. Elles devraient s'enraciner progressivement et **faire corps plus largement avec le renforcement des équipes d'animation**.

5. **Valoriser le cycle 2010-2011 et construire dans la foulée un nouveau calendrier 2012-2015.** La première phase de mobilisation des assemblées a su jouer à la fois sur l'organisation du débat autour

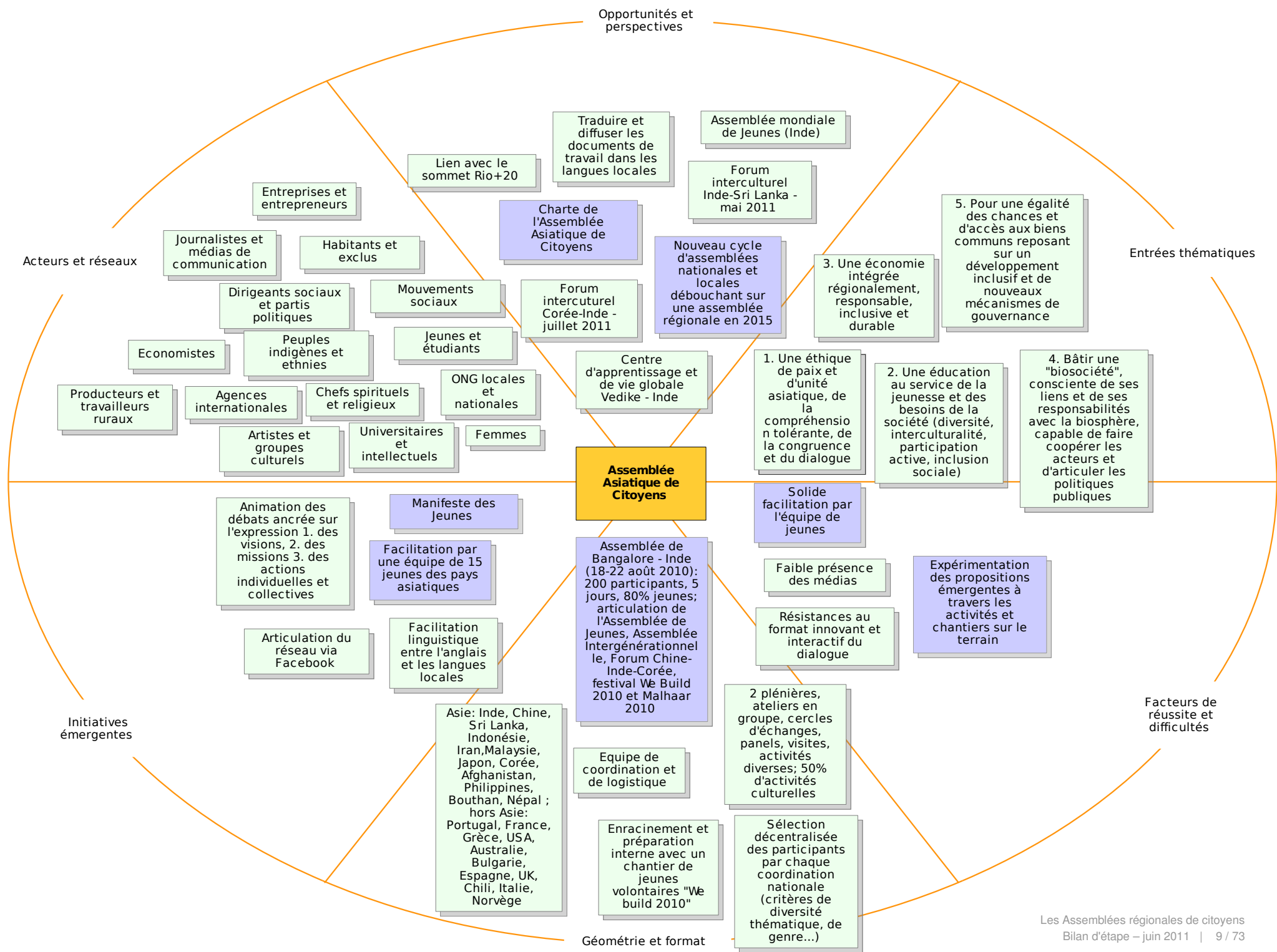
de questions porteuses de légitimité, sur des effets de calendrier et sur des partenariats élargis avec toute sorte d'acteurs. La principale priorité qui ressort assez logiquement des évaluations est de pouvoir **poursuivre les processus** à travers un nouveau calendrier d'activités capable de maintenir le souffle et d'approfondir les questions identifiées. Au-delà des seuls effets de calendrier, on sent bien que **les rencontres et les initiatives communes sont une des « forces motrices » des processus**. Elles permettent de cristalliser plus solidement les imaginaires, les relations et la confiance dans un contexte où les participants et les équipes décentralisées d'animation peuvent être fortement éloignés géographiquement les uns des autres. La seconde priorité est de **faire fructifier le cycle 2010-2011** en valorisant les conclusions, les perspectives et les propositions qui ont été émises sous la forme de Chartes et d'autres supports restituant les perspectives d'ensemble. Cette valorisation est en cours dans plusieurs processus.

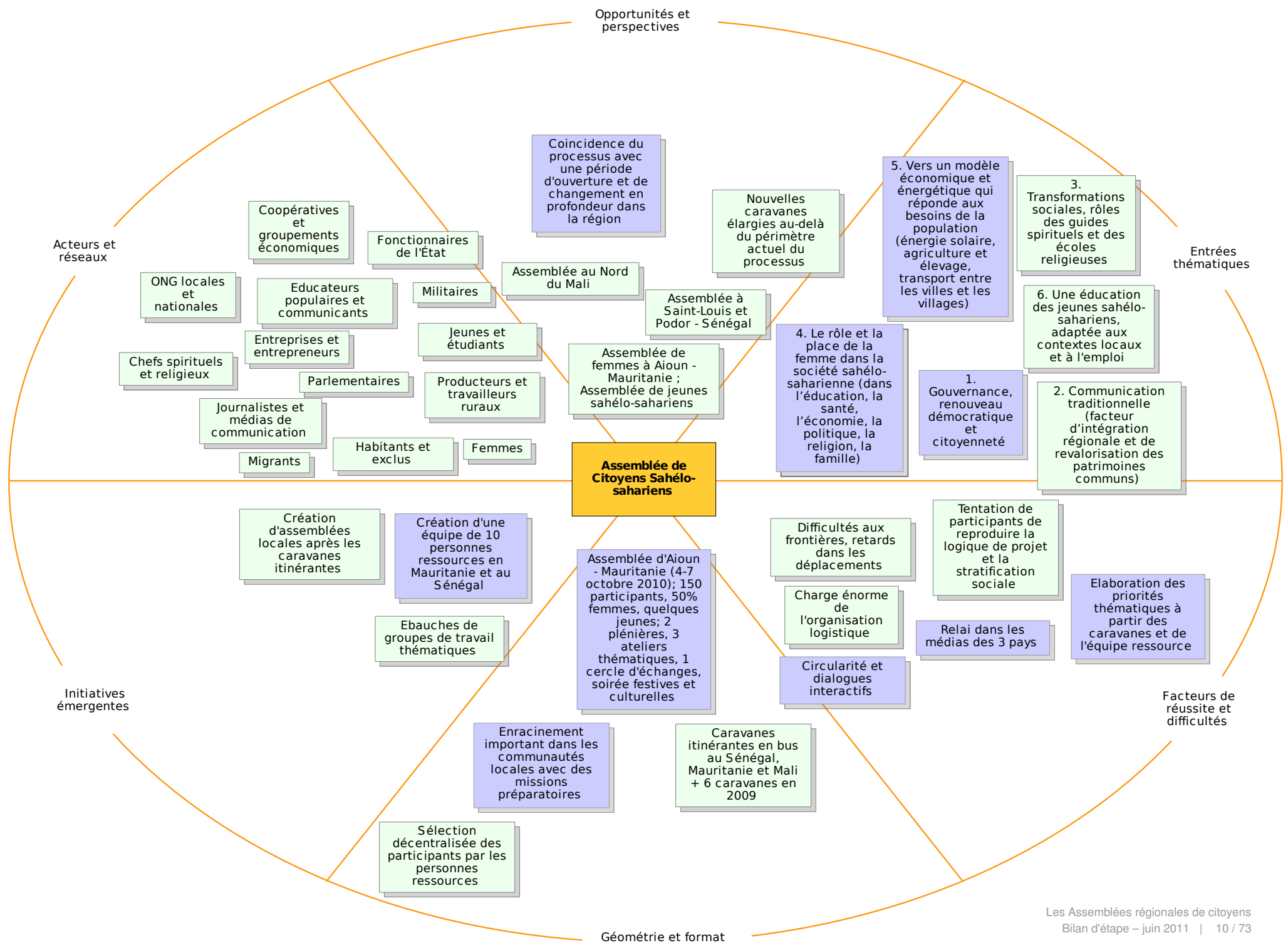
6. La fécondité des six assemblées s'expriment notamment à travers des initiatives et des opportunités nouvelles qui impliquent de pouvoir poursuivre l'aventure. Un panorama d'initiatives très variées est issu de ce premier cycle 2008-2011. On peut les regrouper en cinq grandes familles: 1. La création d'espaces de formation et d'équipes méthodologiques. 2. De nouveaux dialogues établis avec les institutions nationales ou régionales. 3. Des ébauches de réseaux et des groupes de travail thématiques. 4. Des projets d'assemblées locales (ou thématiques) et des caravanes itinérantes. 5. L'élaboration et la diffusion de chartes et de documents de synthèse. Dès 2008, les premiers échanges entre facilitateurs avaient souligné en quoi il était important de pouvoir **inscrire les**

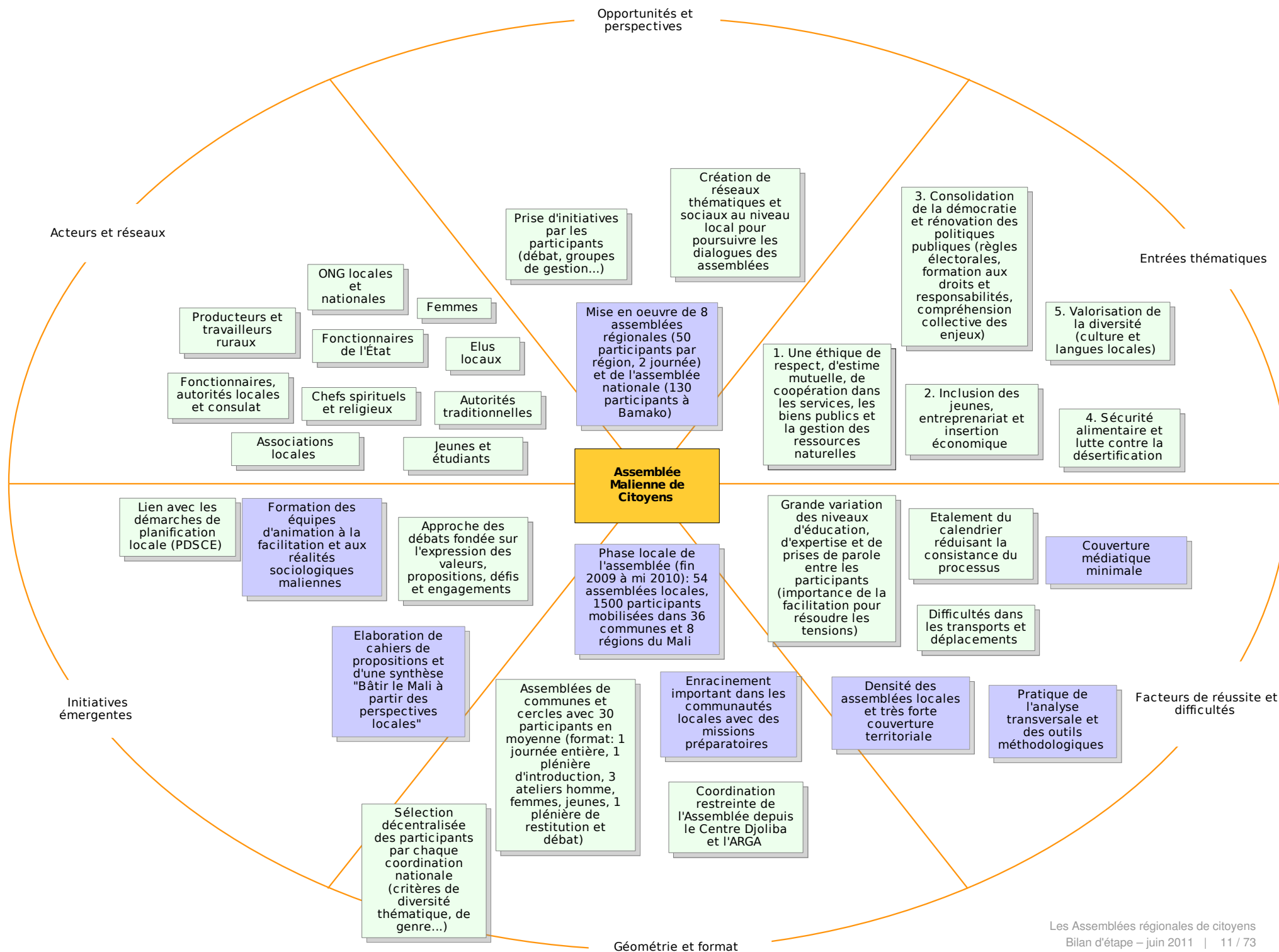
dynamiques dans le temps afin de « gagner en consistance » dans les propositions et de tenter d'aller plus loin que d'autres démarches globales et citoyennes parfois trop évanescences et momentanées. Il apparaît clairement que la nature des assemblées et de leurs initiatives suppose la possibilité d'un **suivi et d'une continuité dans le temps**. Il s'agit bien d'une de leur condition d'approfondissement et au-delà, de la longueur nécessaire pour que les expérimentations, les liens et les questions nouvelles fassent pleinement leur chemin.

L'essentiel sur les six processus de 2010-2011

Les sept desmogrammes qui suivent présentent les points clés de chaque processus et de l'articulation des assemblées citoyennes entre elles.







Opportunités et perspectives

Entrées thématiques

4. Les défis actuels et futurs en Méditerranée: emploi, éducation, inclusion sociale et économique, politiques de jeunesse, mobilité

3. Construction d'un espace durable de paix répondant aux problématiques du manque de dialogue, des inégalités nord-sud, de l'intégrisme libéral

2. Citoyenneté, droits et responsabilité comme produit des droits, de l'interaction constante des identités et de la participation

1. L'espace méditerranéen vu comme une communauté de peuples en relation avec le monde (visions et cadre institutionnel)

Soulèvements populaires du Printemps arabe de février 2011 avec des processus de transition et des formes d'organisation nouvelles

Elargissement des cercles locaux

Assemblée sur la rive sud méditerranéenne en novembre 2011 avec 250 participants

Assemblée de Citoyennes et Citoyens Méditerranéens

Rencontre de Valence-Espagne (2-4 juillet 2010): 80 participants, 4 agoras thématiques, 2 plénières, activités culturelles

Fragmentation et antagonismes nationaux

18 pays, notamment Espagne, France, Algérie, Maroc, Tunisie, Egypte, Albanie, Italie, Grèce, Montenegro, Belgique, Croatie, Israël, Chypre, Syrie

Articulation de la Coordination ACM, du Conseil consultatif et de 10 cercles locaux (dans le cadre d'une charte constitutive de l'ACM)

Réajustement des équipes d'animation et du secrétariat

Charte constitutive de l'Assemblée

Refonte de la page web

Mission en Tunisie - mars 2011

Document de perspective et d'orientation suite à la rencontre de Valence

Dialogue avec le Parlement Européen - mai 2011

Fondations

Economistes

Entreprises et entrepreneurs

Parlementaires

Institutions euroméditerranéennes

Philosophe

Centres de recherche et d'investigation

Mouvements sociaux

Journalistes et médias de communication

Syndicats

Universitaires et intellectuels

Femmes

Producteurs et travailleurs ruraux

Militaires

Fonctionnaires, autorités locales et consulat

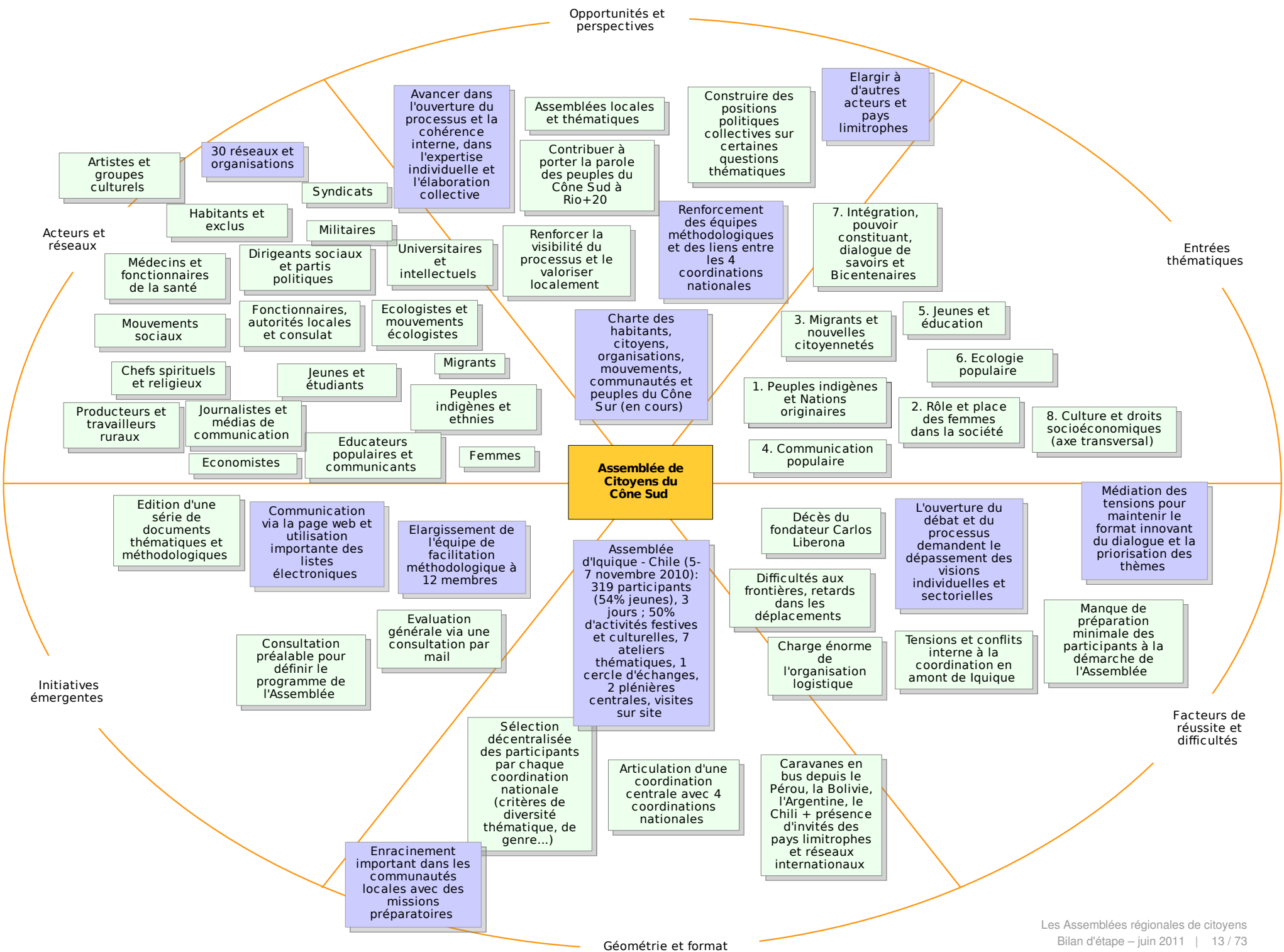
Acteurs et réseaux

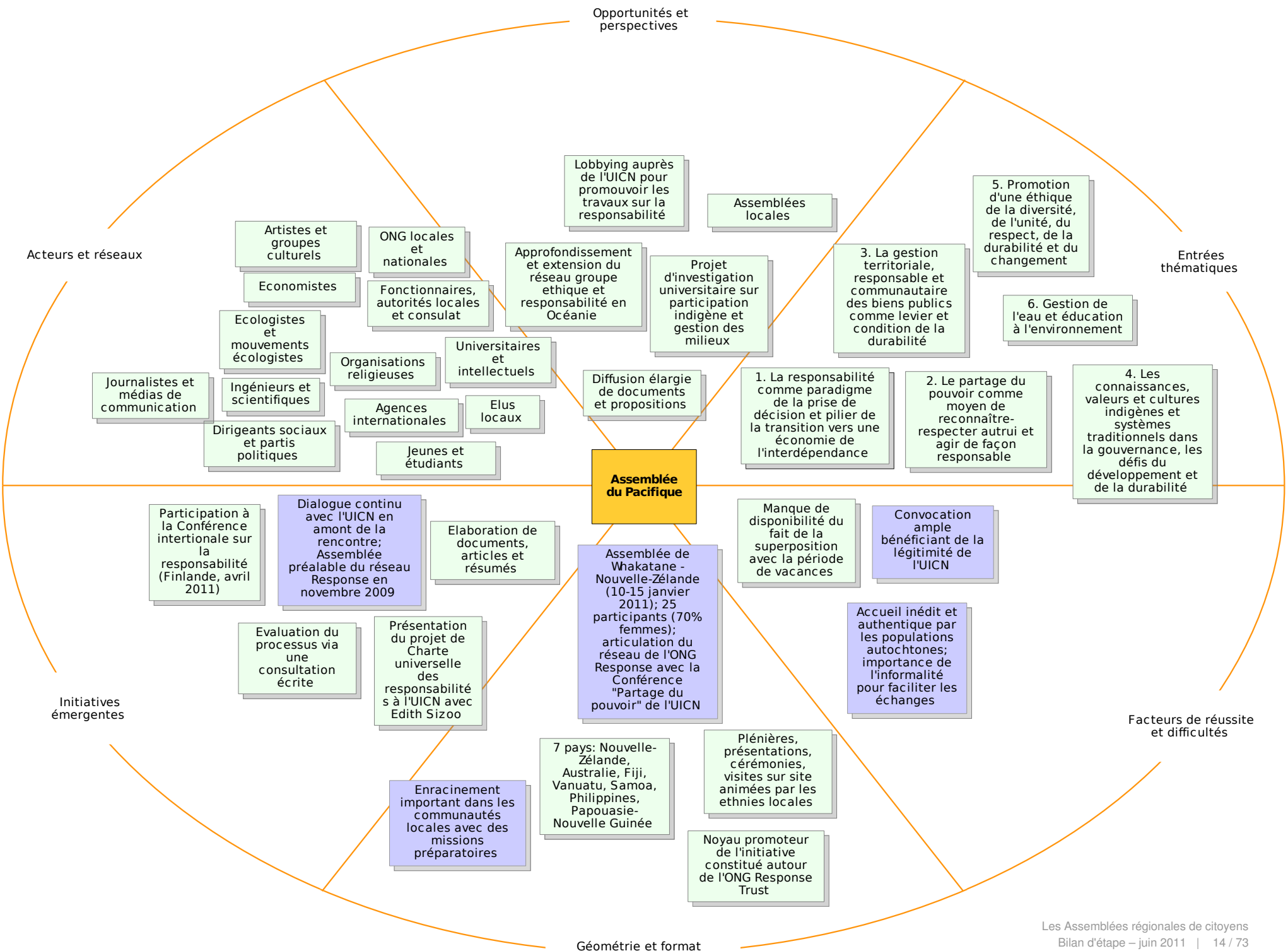
Jeunes et étudiants

Initiatives émergentes

Facteurs de réussite et difficultés

Géométrie et format





Opportunités et perspectives

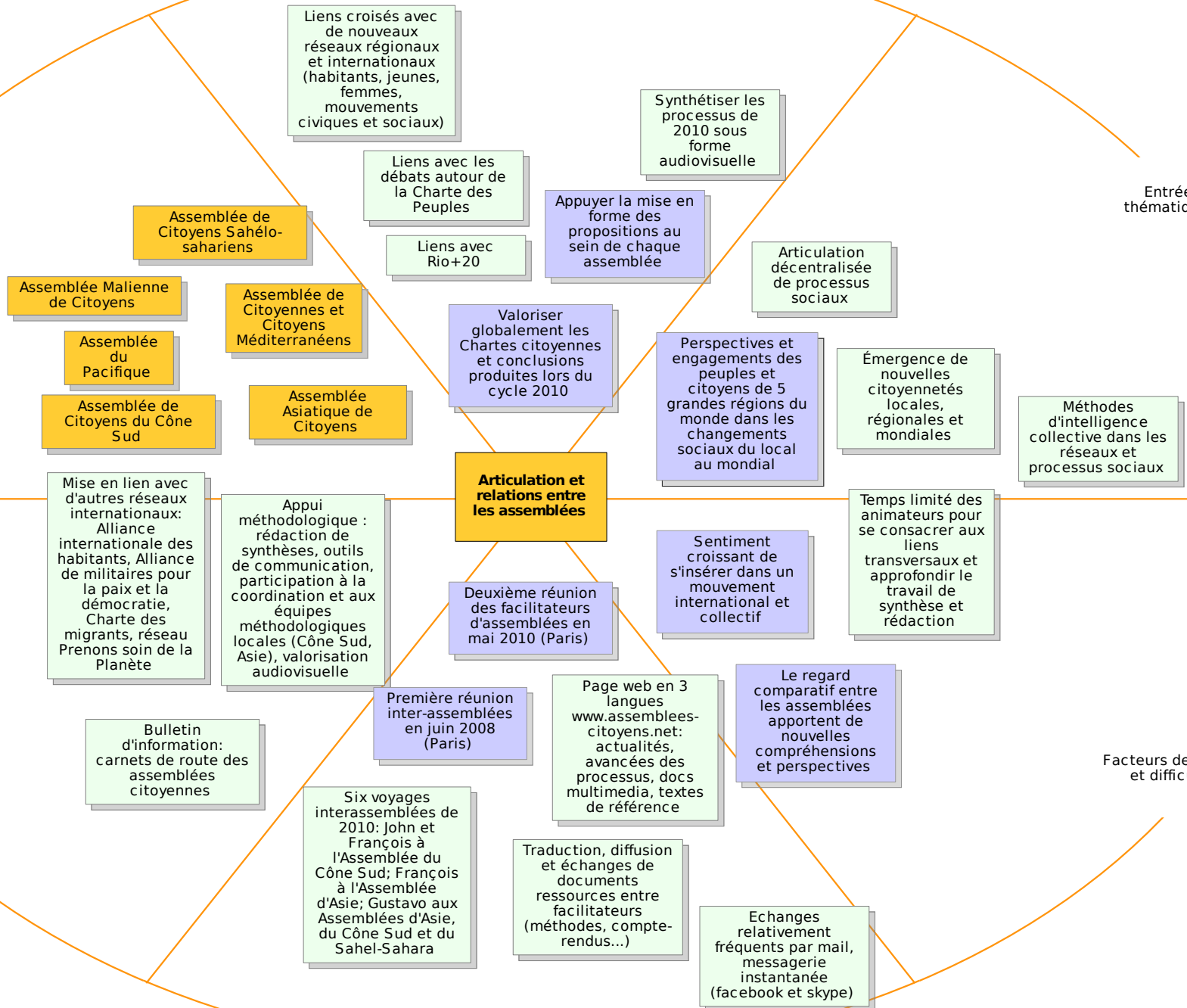
Entrées thématiques

Facteurs de réussite et difficultés

Géométrie et format

Acteurs et réseaux

Initiatives émergentes



Mémo budgétaire (2010-2011)

- Asie: 250 kEUR
- Cône Sud: 120 kEUR
- Sahel-Sahara: 100 kEUR
- Océanie: 40 kEUR
- Méditerranée: 300 kEUR
- Mali: 100 kEUR
- Articulation et voyages inter-assemblées: 80 kEUR

Annexe

Bilans transmis par les six assemblées régionales

1. Asian Citizens Assembly 2010 - Ten key memos

Actors and participants

> How many participants were there?

Asian Citizens Assembly 2010 was a program stretch over one month period held in Bangalore and South India. Although the journey of the Assembly started locally in their respective countries before the groups met together as a whole region.

The Asian Assembly comprised of programs/events such as the WE BUILD 2010, Malhaar 2010, Asian Youth Assembly, Asian Intergenerational Assembly and the China-India-Korea Forum.

Adding participants from each of this program together, we can say, the total participants were about 680. The five day assembly together had about 400 participants joining the Assembly stretched over 5 days.

> What man-woman, young adult balance?

The aggregate ratio for man-woman was 42 (male):58 (female)

> What country of origin?

- Asia: India, China, Sri Lanka, Iran, Malaysia, Japan, Korea, Indonesia, Afghanistan, Philippines, Bhutan, Jordan, Nepal
- Non-Asian: Portugal, Greece, USA, France, Australia, Bulgaria, Spain, U.K, Poland, Chile, Italy, Norway

> Which networks, which organizations were mobilized? What sectors and backgrounds are they related to:

- NGOs and Community Based Organizations; youth, religious, women, political parties, social leaders and movements, producers, intellectuals, academicians, tribal communities, slum dwellers, donor agencies, corporate, economists, journalist, fashion, media, cultural groups, artists, dancers, exhibitors, etc

To name a few organizations:

- Indian: Yuvsatta, Global Citizens for Sustainable Development, Vedike, Delhi Greens,
- International: Sri Lanka United Nations, Mizy Seoul Youth Center, Peking University, FPH
- Intergovernmental Organizations: UN-Habitat
- International Alliance of Inhabitants
- Charter of Human Responsibilities Group
- Government Officers from India, Malaysia, Philippines, Indonesia and Afghanistan were present as well.

Cultural activities

> What cultural, sport, field activities were proposed?

Asia being rich with its diverse and plural cultural values and to encourage other overseas participants, the Silk Route and Art Cultural Festival was an integral part of the Assembly. There were a number of cultural activities that were organized as part of the Silk Route Art and Culture Festival. These included theatre, dancing, singing, hip hop, cultural workshops, dance performances (traditional, modern and contemporary), traditional musical sessions, etc. Some of the arts on display included Chinese Calligraphy, Bharatanatyam, Indonesian dance performance, Origami etc.

> How were the thematic activities combined with the cultural and artistic activities?

The cultural and artistic events of the Silk Route Art and Culture Festival were combined with the main workshops discussions and sessions. Arts and culture sessions were held in the morning and evening everyday, to refresh participants' minds from the day long sessions. Arts workshops were also embedded into the main programme.

Preparation

> How was the assembly prepared?

The assembly programme was first initiated with the idea of citizenship and enhancing multigenerational dialogue towards fostering sustainable development. Consultations were held with global leaders in the area of peace, ecology and culture, along with local and global youth and women leaders who were active in different fields of development. There was a common desire to work towards a dialogue between cultures, regions and generations that would facilitate a convergence of visions.

The assembly schedule included plenary sessions, parallel sessions, field trips, thematic workshops and arts and culture sessions.

> How was the facilitation and coordination team set up?

Two teams were set up. The facilitation team comprised a balance of active youth representatives and international experts/activists in various fields from all over Asia. They were democratically selected rather nominated from local assemblies held in their respective countries for their experience, commitment and passion towards the areas of interest that they represented.

The coordination team was an International team both from Asia and other parts who had experience to handle logistics, management and hospitality. Most of them were volunteers.

> How were the participants selected? What process of prior meeting and dialogue ?

The journey of the Asian Citizens Assembly had started since 2007; it was initially led by the China India Forum which later expanded to

China-India-Japan-Korea Forum and later an Asian Forum in 2009. Forums led to Assemblies and thus the Asian Citizens Assembly were not structured as Forum but more of a democratic assembly where everyone had a voice.

The participants were selected based upon their interest in the issues of cross cultural dialogue, sustainable development, and the 5Es (Ethics, Economy, Ecology, Education and Equity) that were part of the main theme of the Assembly.

Development

> How was the assembly developed? Over what time, what site and why? What were the key moments? What was it that made “it work”?

To say what “made it work”, three key events combined with ongoing online dialogue and social networking sites led to a solid and fruitful Asian Citizens Assembly 2010 and they are:

- China India Forum held in India in August 2007,
- China-India-Japan Forum held in Japan in July 2008
- Asia Forum for cross-cultural Dialogue held in China in August 2009.

The journey of the Asian Citizens Assembly had started since 2007; it was initially led by the China India Forum which later expanded to China-India-Japan-Korea Forum and later an Asian Forum in 2009. Forums led to Assemblies and thus the Asian Citizens Assembly were

not structured as Forum but more of a democratic assembly where everyone had a voice.

Methods

> How was the work organized in workshops and plenary?

The plenary sessions were whole group sessions that included the participation of all the delegates to the Assembly. They consisted of presentations and speeches by invited common/local and international participants, as well as youth activists working in different fields. The workshops were a number of theme based sessions that ran parallel to each other, from which participants could choose any one according to their interest.

> How were the ideas expressed in the workshops aggregated and submitted to all participants?

The ideas were compiled and drafted into a ‘Youth Manifesto’, for the Youth Assembly, and into an Assembly Charter, for the Citizens’ Assembly. Vedike: an eco-residential School and Global Living and Learning Center is an outcome and living program of the journey of Asian Citizens Assembly 2010.

Proposals

> On what areas did they bring discussions? Why choose

a particular topic of debate? What were the conclusions and proposals that emerged?

The Assembly had discussions on 5 key themes: Ethics, Economy, Ecology, Education and Equity. These themes were democratically selected through the forums that were organized since 2007 to 2009. And it was felt that these five themes very Asian centric and “need of the hour” to be addressed by the Asian community.

Asian with its more than 60% population with young people, the youth proposed a project, Vedike: an eco-residential School and Global Living and Learning Center based in Rural Bangalore that will keep them active and involved for the next decade. The Center will have resources to facilitate annual meetings to discuss about national assemblies and come out with refreshed or renewed proposal for Asia. Participants acknowledge the need for Local Assemblies in their own respective countries and a possible reconvention of the Asian Assembly after 5 years in 2015.

The program WE BUILD (one month program to build houses for the poor combined with a Social Enterprising to uplift communities from poverty) and the World Youth Assembly to encourage young people to continue this process will be an annual event held in India and gradually in other Asian countries depending on the availability of resources.

Realising the journey of the Assembly with bilateral Forums creating a strong partnership and a possible encouragement of National Assemblies, the Assembly also encouraged two of our partners, Sri Lanka United Nations Friendship Organization (SUNFO) and MIZY

Seoul Youth center to launch the Sri Lanka India Forum and the Korea India Forum which is scheduled to be held in Sri Lanka in May 2011 and in Korea in July 2011 respectively as a follow up of the Assembly and with the idea that this is held alternatively in respective countries to strengthen ties and friendship and to works towards peace and Sustainable Development.

Prospects

> What are the following prospects coming out? How are the contacts continued after the assembly? what activities are planned for extension?

There was a consensus that another regional assembly to be convened in 5 years provided there are local assemblies held each year along with programs such as WE BUILD and World Youth Assembly, Cross-Cultural Dialogue Forums continue to keep the momentum going. The participants also want to replicate projects like Vedike: an eco-residential School and Global Living and Learning Center in their respective countries as it address many holistic issues within the framework of community development, encourages local assemblies meeting consistently to solve issues and problems and jointly fight against poverty.

Evaluation

> How was the evaluation of the assembly conducted?

What went wrong? What was the driving force? What should be improved and done otherwise?

The Evaluation was conducted on the last day of the Forum with an Evaluation form that let participants give their genuine comments on the entire program and proceedings of the Assembly. At the Asian Citizens Assembly the weakest point was not many mainstream newspapers and agencies covered the process and objectives of the program.

The driving force of the Assembly was the perseverance of the youth participants and their drive to bring change in Asia especially when they are aware of the notion of “the Asian century”.

Through the Assembly like other programs we always learn that there is room for success. Language was indeed a barrier as English the common language we used during the program is not the official language neither spoken language in the countries. Good translators and documents/newsletters in national language would be a great boon. Funding for follow up activities were limited in order to keep the administrative action and proposals moving. It was also learnt to ensure more local/national sponsor or donor agencies to be involved that could help with follow up action plan.

Enlargement

> What complements and other contributions might the assembly make to the general reflection on the citizens' assemblies and social change?

In the 21st century, this was the first Asian Assembly thus a catalyst for driving passion and change especially among the youth. The Assembly will help participants to focus on local issues and local governance. The citizens at the Assembly went with a clear message that “Another World is Possible”. Few of the participants from the Assembly will collectively work on upcoming programs like Asian Forum for Solidarity Economy, Rio+20, MDGs 2015 and most importantly local assemblies and a possible reconvention in 2015 for another Asian citizens Assembly but till then focus on actions of the proposals that came out of the concluded Assembly in 2010.

Realising the journey of the Assembly with bilateral Forums creating a strong partnership and a possible encouragement of National Assemblies, the Assembly also encouraged two of our partners, Sri Lanka United Nations Friendship Organization (SUNFO) and MIZY Seoul Youth center to launch the Sri Lanka India Forum and the Korea India Forum which is scheduled to be held in Sri Lanka in May 2011 and in Korea in July 2011 respectively as a follow up of the Assembly and with the idea that this is held alternatively in respective countries to strengthen ties and friendship and to works towards peace and Sustainable Development.

Asian Citizens Assembly – Draft Manifesto

The Asian Youth Assembly 2010 held in Bengaluru, India on 18-19 August 2010 brought participants from all over Asia to share their thoughts, experiences, and initiatives on two central themes – education and ecology. This manifesto draws from the discussions and workshops that put forth the viewpoints of the youth on education and ecology as relevant to today's Asia. This collaborative effort is the contribution of the youth participants to the fulfillment of various existing universal agreements – Millennium Development Goals, Education for All, Kyoto Protocol amongst others – in order to achieve sustainable and equitable development in the Asian region.

> Education is our right.

Education system – teaching and learning process

Education system in Asia still continues to remain primarily exam-based, with emphasis on memorizing rather than understanding. Education is not oriented towards career building, and does not equip youth of today with all of the skills needed to compete in the modern world. This results in lack of awareness of opportunities, unemployment, less productivity and low competency.

Young people need to acquire good interpersonal skills and always be optimistic and ready to do what they want to do. They have to be positive thinkers and seek what is best for them.

Institutions of higher learning need to have state-of-the-art facilities for

enabling conducive training environment.

Educators need to be equipped with hands on industrial skills for effective teaching purposes.

Social dimensions of education

The diversity of Asia, while being a cause of pride and opportunity, sometimes becomes a problem in education, because of different ethnicities, values, language backgrounds and varying viewpoints.

Governments should imbibe cultural sensitivity and tolerance in the formal education system, in order to make students more appreciative of diversity. Education structures, processes, and curriculum should adhere to the diverse cultures and traditions, so as not to alienate various groups.

Youth should learn to be more appreciative of cultural diversity, and should learn to enjoy each others' cultures as global citizens.

Education and economic connection

Poverty and hunger in Asian countries are intimately connected to education. Poverty together with low level government investment in education result in low quality education infrastructure and services, as well as low accessibility to education.

Public sector should make available transparent sponsorships and trainings for deserving students of all fields of study.

Private sector should take leadership in providing financial support,

and training exposure for current and potential students in respective fields.

Young people should strive for a high standard of performance in academics and in vocational training, and should disseminate educational and finance related opportunities.

Disparity in Public and Private Education

The quality of education differs in Public and Private institutions creating social inequity.

Government should provide a common curriculum and examination standard on both institutions.

Provisions and incentives should be given to teachers for the development of their teaching skills.

Vulnerable, marginalized, and underprivileged sectors of society should have access to education. Hidden charges should be removed and assistance should be given to these groups to ensure inclusion in education.

Narrow mindsets of Society

Mindsets of society have a strong bearing on education. Narrow mindsets and perceptions are responsible for gender and career discrimination in education.

Government and civil society should give due recognition to vocational skills as equal to academic.

Providing model examples can be effective.

Parents should value any career not just for money, but also for personal growth and satisfaction.

Girls should be given more priority in education sector to counteract the gender balance.

Societies should be aware of the special educational needs to be provided for special children.

Government should grant a percentage of education budget & job vacancies for those with special requirements.

Poor Governance

Governance affects education. It is central in the provision of education. Asian nations suffering from sustained armed conflicts, unstable political conditions and unethical behavior inevitably suffer from poorer educational qualities, affecting their overall development.

Governance should be transparent and accountable, therefore public and private sector engagement on education policies and initiatives should include youth participation.

Implementation of education policies should cohere and be consistent despite change of authority.

Alternative forms of education should be made available during times of conflict and displacement.

Ecology is our life.

Ecology is the study of the holistic ecological system of the Earth. The Asian region is home to the most diverse ecological systems and ethnic groups. However, burning ecological issues like climate change, pollution, deforestation, frequent natural disasters...etc are affecting the long term stability and sustainable development of the Asian region.

Unsustainable resource utilization

Excessive or under usage of natural resources is leading to an imbalance in our ecosystem. There is excessive usage of petroleum, ground water, forests, biodiversity and natural resources. This is leading to deforestation, loss of biodiversity and depletion of natural resources.

At the individual level, youth can organize awareness campaigns to educate people regarding important ecological issues.

Government plays an important role in addressing these issues. Government initiatives, like promotion of CNG for public transport, forestry programs and enhancement of biodiesel should be widely adopted as a solution in all Asian countries.

Global warming/Climate change

Global warming is the rise in the average annual temperature of Earth. This is becoming a major cause of destruction of nature, and could be responsible for the extinction of life from Earth. In Asia, global warming is leading to large scale effects, such as flooding, drought, rising sea

level, and natural disasters.

Plants are the best agents for reducing greenhouse gases from the atmosphere. Forestation programs should be promoted in the rural as well urban area to capture pollution and fight against climate change.

The polluter pays principle must be implemented on global level. Low polluting entities should be rewarded, and heavy polluters must be penalized, and made to pay poor countries for their loss.

Pollution

Pollution is causing the degradation of major elements of nature, which includes pollution of air, water and soil. Pollution can also cause permanent destruction of genes, in the form of radioactive and nuclear pollution. The Asian region is home to some of the worst polluted areas in the world.

At the individual level, youth should strive to reduce the usage of polluting substances like plastics.

Youth should motivate their peers to adopt eco-friendly lifestyle.

Governments and private institutions should invest further in research in development of clean technologies.

Agriculture departments and institutions should work for the promotion of organic farming, as a solution to environmental pollution.

Lack of environmental awareness and motivation

People are not aware about natural resources and their conservation

for sustainable use. Most Asians work to fulfill the basic requirements like food, clothing and shelter. Therefore, poverty reduction and education through the promotion of sustainable and equitable development is highly important.

Youth can spread awareness amongst their peers to adopt environmentally sustainable lifestyles. Youth should also take personal initiative to live ecologically sustainably, and should be a role model for other young people.

At a global level, youth can attempt to spread environmental awareness and motivation among the citizens, in the form of youth assemblies.

Academic sectors of different countries could play a wide role in awareness spreading. Eco clubs could be opened in schools, collection of data and documents regarding the measurement of environmental destruction.

As far as media is concerned, its role has been significant since decades and taking the environmental awareness campaigns to a long way.

Equity Issues in responsibility

Generally males are only concerned with decision making in their home and in the issues of environment. Similarly developed countries are not generally interested in addressing the environmental issues of third world countries.

Gender and political equity is necessary for combating the

environmental issues.

At the individual level, one can always go for low emission vehicles, for example riding a bicycle

Decision making at the global level, should be made more inclusive and with a bottom up approach.

WE, the participants of the Asian Youth Assembly 2010, armed with our energy, passion, dedication, and growing knowledge commit to take forward this Manifesto, as we strive for positive, sustainable and equitable changes in the Asian region. On this day the 19th of August 2010, we hereby commit to this manifesto with a BANG!

2. Assemblée de Citoyens Sahélo-Sahariens

Historique

La Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'homme (FPH) a initié et développé des initiatives visant à assurer une meilleure gouvernance mondiale pour une planète habitable et qui soit en harmonie avec son environnement, son progrès économique, social, culturel et sa diversité plurielle. Dans une vision de responsabilité et d'éthique où les citoyens doivent être au cœur des actions de développement qui concernent leur devenir, des dynamiques ont été enclenchées au niveau de tous les continents du monde afin de créer des modes nouveaux de gouvernance.

Autour de l'Assemblée Mondiale des Citoyens de Lille, en décembre 2001, suivant l'expérience que la FPH développé en 1995 et 1997, autour de cette Plate-forme pour un Monde Responsable et Solidaire, elle avait fait précéder (cinq mois auparavant) cette Assemblée de cinq rencontres continentales en juin 2001. La FPH a organisé ces rencontres à Quito, Barcelone, Bangalore, en Tanzanie et au Liban. Avec toute cette expérience, une des pistes clés née de l'Assemblée Citoyenne de Lille (il y en eut d'autres) fut de lancer l'idée d'Assemblées Citoyennes par continent ou sous-continent, qui permettent une articulation des efforts des différents secteurs, travaillant sur des multiples thématiques, articulées à niveau mondial, toujours dans l'idée d'aller vers la construction d'une force sociale,

d'une dynamique sociale à échelle continentale, en pleine époque de la globalisation.

Dans ce contexte, l'idée d'un Parlement Mondial est intéressante parce qu'elle pose l'idée d'une Gouvernance Mondiale, qui est absolument indispensable car le système des Nations Unies est non seulement obsolète mais aussi inopérant. La question de la Gouvernance Mondiale est une question réelle, non seulement du fait des expansions des nouveaux pôles géopolitiques et des nouvelles tentatives de multilatéralisme, mais du fait surtout de la nouvelle présence géopolitique de la Chine, de l'Inde et de grandes puissances autres que les Etats-Unis.

L'unilatéralisme avec les difficultés du gouvernement des Etats-Unis, se trouve dans une nouvelle phase de crise. Cependant la notion de Parlement Mondial ne semble pas être une bonne idée. D'abord parce que la notion de parlement est complètement étrangère à certains peuples, ensuite parce qu'elle met l'accent sur la notion de « représentant » et non de « responsable » et maintien donc la logique de représentation. Enfin cela pose de réels problèmes de représentation, de mise en œuvre d'un système de vote, de savoir qui élit qui et qui représente qui. Surgissent alors des questions telles que : « va-t-il y avoir des partis mondiaux ? Va-t-on avoir des représentations par régions ? Dans quelle proportion seront représentés les uns et les autres ?

C'est ainsi que l'idée de continuer avec la perspective de proposer des Assemblées Citoyennes fut retenue. Parce que les Assemblées Citoyennes cherchent à être des processus sociaux avec une perspective historique, de caractère constituant, où les différents

acteurs sont les organisations sociales, depuis les jeunes, les femmes, les organisations indigènes, les maires, parlementaires, militaires, entrepreneurs, groupes religieux, scientifiques ; tous ces secteurs lorsqu'ils se réunissent, dressent, leurs propres Chartes de Responsabilité, leurs propres Plateformes Ethiques, vers le futur, font leurs propositions, les confrontent, les règlent, en construisant des processus sociaux plus consistants, qui leur permettent d'aboutir à des programmes de transformation profonde de la société.

Les gouvernements passent, les partis sont en règle générale assez fragmentés et ne parviennent pas à créer les consensus nécessaires. Les partis, lorsqu'ils portent au plus haut leurs idéologies, divisent la société. Cela ne signifie pas que les Assemblées Citoyennes soient un espace d'harmonie sociale superficielle. Elles peuvent et doivent être des espaces de confrontation d'idées et des points de vues, afin d'isoler tous ceux qui ont une vision autoritaire, putschiste, fasciste et excluante de la société. Mais, elles cherchent au même temps à embrasser de larges secteurs de la société, et pas seulement les ONG, ni les dirigeants de partis ou les militants les plus motivés ; la FPH aspire à ce que les Assemblées Citoyennes soient des mouvements sociaux, organisés, massifs, mais d'un genre nouveau. Dans une époque de globalisation, où le capitalisme continue de se développer, de provoquer la guerre et de détériorer l'environnement, c'est pour les citoyens une manière de prendre conscience et de s'organiser.

Quelle sera la viabilité de cette idée ? Qui pourra la développer ? Un nouveau processus est né et est en train de l'impulser dans d'autres régions, dans le dialogue entre la Chine et l'Europe par exemple. En Asie, il a été amorcé le dialogue entre chinois et indiens. Ils se sont

approprié l'idée d'une Assemblée Citoyenne en Asie vers 2010. Une volonté d'en faire de même en Europe, autour de la Méditerranée, au Maghreb et au Sahel, à savoir une Assemblée des Citoyens du Maghreb et une Assemblée des Peuples Sahélo-Sahariens. Ces assemblées constituent un défi crucial dans cette région où face à des régimes autoritaires il est nécessaire d'ouvrir de nouveaux espaces sociaux.

Les gens ont conscience que "quelque chose" au sein même du système politique ne permet pas de sortir de la crise. Les Assemblées Citoyennes ont l'intention de générer des formes de régulation plus sociales, plus participatives et plus autonomes. Cela sera-t-il suffisant pour influencer au sein même des Etats sur les transformations des vieux schémas de régulation de la gouvernance ? Nous ne le savons pas encore. Mais nous devons et pouvons l'essayer.

Les Assemblées Citoyennes cherchent à être un réceptacle des nouvelles citoyennetés, des citoyennetés multinationales. Une tendance forte en cours est le dépassement des États nationaux, produit des vieux processus de colonisation. Cette tendance va être de plus en plus forte. Ces notions visant à dépasser des logiques purement nationalistes ou sectaires prennent du temps mais il s'agit d'un changement éthique fondamental. Plus qu'un changement politique, il s'agit d'un changement éthique, un changement profondément humain."

Assemblée Citoyenne Sahélo Saharienne : Une innovation grandiose, unique en son genre dans cette région du monde

Au niveau de la zone sahélo saharienne, il existait une diversité de dynamiques de mouvements sociaux comme le Forum Social Maghrébin (FSMagh) qui rassemblait des acteurs sociaux établis dans la région et ceux de la Diaspora ainsi que des partenaires comme la FPH. C'est ainsi que dans le cadre des réunions du comité de suivi du FSmagh tenue à Nouakchott en Mauritanie, que Gustavo Marin de la FPH a avancé l'idée d'une construction d'une Assemblée Citoyenne Sahélo Saharienne qui reçut l'adhésion de tous les participants à cette rencontre historique de Nouakchott.

C'est ainsi qu'une équipe multinationale composée des acteurs du Sénégal et de la Mauritanie fut mise sur pied et après avoir fait une identification de ce qui allait être cette assemblée citoyenne au Sahel et Sahara, s'appuya sur une cheville ouvrière basée en Mauritanie pour démarrer et piloter le processus qui allait durer deux années consécutives.

Une équipe de pilotage sous régionale composée des trois Coordinateurs (Mauritanie, Mali, Sénégal) allait assurer le pilotage des actions à réaliser à travers des échanges et des rencontres périodiques. Une cheville ouvrière basée en Mauritanie va assurer le fonctionnement de la marche des caravanes et constituera l'équipe de terrain avec l'appui des coordinateurs du Mali et du Sénégal. Un plan d'action qui se déroulera d'août à décembre 2008, fut élaboré et devra permettre au finish de faire une évaluation de cette étape de notre

marche commune et de mieux préparer les parcours ultérieurs.

Après avoir réglé les préoccupations d'ordre logistique et administratif, cette cheville ouvrière, dans un élan novateur, alla à la rencontre des citoyens de la région du Sénégal et de la Mauritanie, bien que n'ayant aucune planque de chute mais très animée du désir de croiser les regards des citoyens et de leur donner la parole et pour certains d'entre eux, pour la première fois. A dos de chameaux en arrivant à Aioun en plein désert sahélien, cette cheville ouvrière entama les assemblées itinérantes qui allaient sonner le début de cette initiative nouvelle salubre.

Le processus des assemblées citoyennes a achevé de dérouler ses activités polycentriques en organisant dans toutes les parties de la planète des assises populaires qui ont rassemblé des milliers de participants venant de divers horizons sociaux. Ce processus a transcendé les anciens clivages basés sur des considérations idéologiques, politiques, culturels et sociaux et ont été des creusets et des vecteurs d'innovations en matière de réflexion nouvelle face aux enjeux de la gouvernance, de la responsabilité citoyennes. La Fondation Carles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme en initiant ce processus, avait posé l'éthique et la nouvelle vision qui fondent les assemblées citoyennes afin qu'elles apportent des réponses concrètes aux défis de notre ère pour que l'humanité trouve d'autres bases de repaire afin de faire avancer les sociétés et les citoyens qui les composent.

C'est dans ce cadre que l'Assemblée Citoyenne Sahélo saharienne s'est tenue à Aioun El Atrouss en Mauritanie du 4 au 6 août 2010 et a regroupé des citoyens venant de la Mauritanie, du Mali et de Sénégal

dans une diversité et une pluralité. Cette région sahélienne et saharienne qui traverse ces trois pays, a été le creuset de civilisations millénaires et séculaires qui ont façonné les enfants de cette contrée du monde qui ont malgré les perturbations dues à d'autres facteurs exogènes comme les colonisations, les traites de personnes, les conflits, a toujours su préserver sa personnalité et son enracinement sur des valeurs d'hospitalité, de solidarité, de fraternité et d'amour entre les différentes composantes de sa population.

Dès les premières époques de notre ère, au moment où le Sahara était verdoyant et arrosé de plusieurs cours d'eau facilitant une vie aisée pour la faune et la flore ainsi que pour les humains, des processus de construction de grands espaces ont été conduits soit pour étendre les zones d'influence, soit pour répandre le savoir, soit pour sédentariser le peuplement des habitants qui ont gardé pour la plupart et ce pendant très longtemps le nomadisme comme mode de vie et d'organisation sociale.

Avec la balkanisation consécutive au Traité de partage des territoires anciennement colonisés, les influences coloniales étrangères ont pénétré ces contrées et essayé de répandre leurs modes de pensée et de civilisation, ce qui a occasionné des perturbations dans les limites géographiques des vastes régions qui constituaient l'espace sahélo saharien parce que les citoyens ont commencé à se replier vers des zones difficiles d'accès pour fuir les colonisateurs et les conquérants qui arrivaient avec des machines, des comportements et des idées qu'ils ne voulaient pas. Cette période a certainement occasionné des migrations fondamentales qui ont façonné les habitants actuels de cette région avec tout le brassage qui s'est produit au fil du temps entre les peuplements.

La région sahélo saharienne qui va de Dakar (Sénégal) à Djibouti en passant par la Mauritanie, le Mali, le Niger ; le Tchad, la Libye, le Maroc, l'Algérie, le Sahara Occidental, la Tunisie, l'Egypte, le Soudan, l'Ethiopie, l'Erythrée, le Nigeria, entre autres, est assez vaste et fut pendant une très longue époque le berceau de l'Humanité. A partir des routes caravanières qui remontent au début de notre Ère, des échanges commerciaux de troc ont existé et ont permis des découvertes et des rencontres entre des civilisations orientales et occidentales avec les peuplements locaux et au fil des temps, un brassage sanguin, culturel, spirituel, a fini de s'installer de manière définitive. Les modes de gouvernance qui prédominaient étaient des royaumes ou des chefferies traditionnelles fonctionnant avec des systèmes de représentativité démocratique qui associait aux prises de décision tous les segments de la société et où les rôles sociaux étaient partagés en fonction d'une professionnalisation des fonctions. Les hommes et les femmes ont aussi partagé la domination des pouvoirs locaux qui alternaient et des sommités princières féminines connues ont régné brillamment dans cette région.

Différentes caractéristiques fondamentales ont marqué la vie des citoyens de cette région et ont permis de jouer des rôles de régulation sociale, comme :

L'oralité et le rôle des communicateurs traditionnels appelés griots actuellement, qui étaient les dépositaires de l'Histoire et des grandes œuvres réalisées. Ils assuraient les fonctions de relais sociaux et d'intermédiation pour toutes les occasions (événements familiaux, alliances, guerres ou conflits) et ils bénéficiaient d'une immunité pleine de la part de tous, de sorte que leurs déplacements ont contribué au règlement de plusieurs conflits ou guerres.

Le patrimoine culturel commun façonné a su être sauvegardé car transmis au fil des générations de père ou mère en fils ou fille, et les paroles des anciens ou des aînés étaient écoutées et valaient de l'or.

Les échanges de troc ont délimité les frontières entre les différentes régions car s'effectuant dans des zones neutres et pacifiées et que tout le monde respectait, certainement les premiers à s'y être définitivement installés sont les ancêtres des peuples sahélo sahariens actuels.

Pourquoi cette Assemblée Citoyenne Sahélo Saharienne a-t-elle démarré dans cette zone Mauritanie, Mali et Sénégal?

Le choix qui s'est porté sur cette zone dans ces trois pays découle tout simplement de la similitude des destins de ces peuples qui l'habitent et du partage des frontières communes qui ont été de grands espaces de vie commune avant la création des Etats modernes actuels, et où des convergences fortes se retrouvent quotidiennement. Il est à noter que depuis plus de 50 ans que les indépendances de ces trois pays ont été acquises ou octroyées, ces zones continuent à ressentir le phénomène d'exclusion sociale, de manque de développement socio-économique et de paupérisation, d'absence de grands projets intégrateurs de développement. Or en dehors de cette intégration, le progrès social est impossible et ne saurait durer.

Il était dès lors nécessaire et ce pour la première fois de réunir tous

les citoyens des zones frontalières de ces trois pays pour débattre de leurs préoccupations communes et de leur devenir afin de trouver des réponses à plusieurs défis qui se posent à elles, et qui sont entre autres :

- Des cycles de sécheresse due à la rareté des pluies qui étaient l'unique source d'approvisionnement en eau pour l'exploitation des vastes étendues agricoles et des zones de pâturage des animaux,
- Des exodes climatiques massifs des populations qui n'hésitaient pas à traverser les frontières des Etats pour se rapprocher des zones d'eau pour leur survie,
- L'absence de véritables programmes de développement local pour subvenir aux besoins vitaux des populations (santé, éducation, énergie, etc)
- L'émigration des hommes qui sont partis à la recherche d'autres débouchés et laissant aux femmes la charge des ménages et des familles,
- L'enclavement de cette région qui faisait de ses citoyens des citoyens de seconde zone et qui étaient abandonnées à leur sort,
- Les impasses créées par cette marginalisation qui détruisaient les équilibres sociaux et sociétaux,
- Les jeunes qui n'accédaient pas à des écoles de qualité et qui avaient une scolarité éphémère
- Les jeunes filles dont les mariages précoces et les mutilations génitales abrégèrent leur espoir d'une vie épanouie et pleine,
- La recrudescence de conflits ou de guerre car tous les anciens leviers de régulation sociale comme l'Arbre à palabres ou le

Conseil des Sages ont été abandonnés au profit de méthodes peu orthodoxes des administrateurs locaux très détachés des réalités des populations,

- Des femmes qui étaient dépossédées du droit de propriété foncière et qui croupissaient sous le poids des nouvelles charges de famille qu'elles assumaient humblement,
- Des tracasseries administratives et sécuritaires que les Etats imposent dans les déplacements naturels des habitants de cette région qui ne remarquent pas les frontières imposées par cette modernité.

Face à cette situation, le processus de l'assemblée citoyenne sahélo-saharienne a débuté en 2009 par des caravanes itinérantes qui ont sillonné les contrées suivantes :

- Au Sénégal, les localités de Saint-Louis, de Podor, de Ourosogui, de Matam, de Kanel, de Bakel
- En Mauritanie, les localités de Nouakchott, d'Aleg, de Kaédi, de Kiffa, d'Aioun
- Au Mali, Tombouctou

Cette première phase a permis de porter et de partager le message nouveau des assemblées citoyennes à ces populations. Cette marche vers la citoyenneté nouvelle dans l'espace sahélo-saharien se déroulera sous la forme de Caravanes qui tout en apportant des idées nouvelles, s'intéressent et tiennent compte également des réalités locales des zones visitées en vue de créer une vision partagée et soutenable qui définisse une stratégie commune autour de laquelle les acteurs convergent. Toutefois, l'étendue de la région cible et la

complexité des contextes locaux ont été être prises en considération pour que notre intervention soit appropriée par les populations à travers les diversités qui la composent. A cet effet, il a été organisé une première caravane qui a parcouru la Mauritanie, le Nord du Sénégal et le Nord du Mali pour effectuer un diagnostic de la situation afin d'adapter nos objectifs et notre vision aux réalités locales des citoyens et de trouver des articulations pour le bon déroulement de notre programme. Il avait été mis en place des Antennes locales qui prennent en charge les débats et à travers les personnes ressources, parvenir à une synthèse générale des échanges pour élaborer des stratégies globales.

Dans le cadre de son plan d'action la cheville ouvrière a retenu les axes de travail ci-après :

- Diagnostiquer les situations locales,
- Tenir des assemblées communautaires,
- Organiser des Sessions d'information et de Sensibilisation,
- Créer une base de données filmée et écrite de la caravane,
- Vulgariser des films et des vidéos éducatifs,
- Identifier les acteurs locaux,
- Définir les méthodes et les moyens de travail et de suivi des actions,
- Créer des antennes souples et adaptées pour chaque localité,
- Rechercher des personnes ressources pour les synthèses générales,

- Opérationnaliser groupes thématiques locaux
- Cartographier la région cible
- Définir un chronogramme des actions

C'est ainsi que les axes suivants furent retenus :

- I/Mauritanie
 - Axe A : 1200 km : Nouakchott, Aleg (Brakna), Tidjikja (Tagant), Kiffa (Assaba), Aioun (Hodh Gharbi), Néma (HodhChargui)
 - Axe B : 700 km : Nouakchott, Kaédi (Gorgol), Sélibaby (Guidimakha)
 - Axe C : 450 km : Nouakchott, Nouadhibou (Dakhlet Nouadhibou)
 - Axe D : 700km : Nouakchott, Akjoujt (Inchiri), Atar (Adrar), Zouérate (Tiris Zemmour)
 - Axe E : 200 km : Nouakchott, Rosso (Trarza)
- II. Sénégal
 - Axe : Rosso, Saint-Louis, Podor, Matam, Ourossogui, Bakel
- III.Mali
 - Axe : Kayes, Gao, Mopti, Tombouctou

Cette rencontre a adopté les conclusions suivantes portant sur des thématiques qui retracent les priorités qui se dégagent des assemblées itinérantes :

2. Valorisation de l'expérience

Les différentes expériences des acteurs locaux ont été échangées et les acquis auxquels elles ont permis de parvenir sont à valoriser dans le cadre des assemblées citoyennes. Toutefois, l'accent a été mis sur :

- L'implication de tous les citoyens au processus
- Le dépassement des clivages et des cloisonnements partisans
- La construction de l'unité à partir de la diversité
- L'articulation et l'intégration entre les différentes innovations
- La formulation de proposition pour les défis prioritaires qui seront identifiés
- La possibilité de donner la parole à tout le monde, surtout à ceux ou celles qui n'en avaient pas ou en avaient peu
- La recherche de synergie entre les actions menées dans toutes les zones
- La capitalisation des expériences en connaissances
- La transversalité des visions et du processus et la nécessité de mener des échanges et des actions dans ce sens
- Un partage des informations large à travers le net pour une meilleure articulation entre les différentes expériences
- L'utilisation du site Web des Assemblées pour avoir une vision globale du processus dans toutes les parties du monde
- La cartographie des localités et une planification des actions à mener pour des méthodes plus élaborées

- La définition des thématiques principales autour desquels les débats doivent être menés et des propositions formulées.

Thématiques identifiées et retenues

> 3.1. Démocratie, gouvernance et responsabilité citoyenne

- Quels types de gouvernance politique, économique et sociale pouvant assurer la meilleure gestion des pays à travers une responsabilité citoyenne affirmée et réelle doivent être recherchés ;
- Quelles doivent être les attitudes des citoyens sahélo sahariens face à l'ampleur des défis de développement durable auxquels ils sont confrontés ;
- Quelle type de démocratie participative promouvoir dans un cadre pluriel et diversifié pour une meilleure cohésion sociale ;
- Comment répartir les richesses nationales pour favoriser et renforcer l'égalité des citoyens vivant dans toutes les zones et la justice sociale ;
- Comment faire en sorte que les citoyens soient impliqués dans les affaires de leurs cités à travers leur choix propre.

> 3.2. Communication traditionnelle (facteur d'intégration régionale et de revalorisation des patrimoines communs)

- L'oralité, vecteur des relations sociales, des connaissances à travers les siècles d'histoire commune dans l'espace sahélo saharien ;

- Rôle et place des communicateurs traditionnels (griots ou autres) pour les changements nouveaux attendus dans les sociétés ;
- Quels sont les contenus à mettre en exergue dans la communication traditionnelle en ce 21ème siècle ;
- Comment utiliser l'étendue des médias modernes (Radios FM et autres) pour une meilleure communication traditionnelle ;
- Comment assurer une réécriture de l'histoire de la zone sahélo saharienne dans le cadre de la Charte des Peuples sahélo sahariens à travers la convergence des connaissances des communicateurs traditionnels et leurs bibliothèques.

> Transformations sociales et rôles des guides spirituels et des écoles religieuses dans le développement et le progrès des cités et la cohabitation des populations

- Comment impliquer les guides spirituels (hommes et femmes) dans l'émergence d'une nouvelle citoyenneté et les transformations sociales majeures ;
- Comment renforcer les valeurs de tolérance, de solidarité dans la pluralité entre les citoyens de la zone sahélo saharienne par l'apport des hommes et des femmes de religion
- Comment mettre à contribution les acquis des écoles religieuses pour l'ancrage de la nouvelle citoyenneté.

> 3.4. Femmes et développement durable : valorisation des acquis des femmes face aux défis actuels

- Contribution historique des femmes dans la construction et la

gestion des cités anciennes et les transformations sociales, politiques et culturelles de la région ;

- Comment édifier des réseaux transnationaux des femmes pour assurer leur participation plus large et durable ;
- Comment faire face aux pesanteurs sociales et les préjugés qui entravent l'autonomie des femmes et limitent leurs capacités ;
- Comment permettre aux femmes d'avoir accès au foncier et au crédit et de développer ainsi leurs initiatives propres.

> 3.5. Energies renouvelables et leurs impacts sur l'industrialisation de l'agriculture et de l'élevage dans la zone sahélo-saharienne

- Comment permettre à la région sahélo saharienne de profiter de la production des énergies renouvelables qui vont être développées dans le Sahara, afin de pouvoir assurer leur autonomie énergétique ;
- Impacts de projets transnationaux dans la fourniture et la distribution énergétiques (Exemple de l'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal OMVS) et comment les mettre à profit pour assurer une industrialisation de l'agriculture et de l'élevage qui sont les deux principales mamelles de l'économie de la région ;
- Comment préserver un environnement sain et vivable dans l'espace sahélo saharien par l'utilisation d'énergies non polluantes ; Comment l'utilisation des énergies renouvelables va développer l'installation d'infrastructures sanitaires, scolaires dans la région.

> 3.6. Quels types d'enseignements pour les jeunes sahélo sahariens, adaptés aux contextes locaux et pourvoyeurs d'emplois décents

- Entreprendre une réforme de l'enseignement à travers des états généraux de l'éducation permettant de déboucher sur des types d'enseignements adaptés aux économies et au marché de la région
- Renforcer la scolarisation des filles et leur durée dans les cursus scolaires par une lutte contre les déperditions et les mariages précoces ; 3.7. Migrations et Déplacements des populations dus aux changements climatiques et à la pauvreté dans la région
- Mouvements des populations dans l'espace sahélo saharien (transhumances, exode rural)
- Zones de partage, espaces d'échanges et de solidarité
- Influence du climat et de la pauvreté dans les migrations des populations
- Impacts de la migration hors de la zone sahélo saharienne dans le développement de la région.

Trois grands enseignements méthodologiques ont été tirés de cette discussion :

- 1. Un panorama thématique plus élaboré : qui a permis de voir plus clair à présent sur les besoins des citoyens sahéliens, sur leur priorités et qui a doté l'équipe d'un panorama thématique plus précis qui a permis de retourner sur le terrain en orientant le dialogue selon ces axes et de former progressivement des cercles thématiques".

- 2. La construction de nouvelles articulations et de réseaux socioprofessionnels : l'équipe a pris conscience que la construction des liens au sein de mêmes milieux sociaux et professionnels était essentielle.
- 3. La diversification des intervenants au sein de l'assemblée : à l'issue du bilan de la première étape, l'équipe a actualisé son regard sur les dynamiques, les réseaux et les acteurs existants dans les sociétés sahélo-sahariennes. Cela lui permettra d'enrichir la palette des appels à participation et des partenariats à construire au sein de l'assemblée.

Un autre apprentissage, allant au-delà des questions méthodologiques, a aussi été approfondi au sein du cercle de coordination. Celui du pourquoi et du sens que prend une assemblée de citoyens dans la région. Apparemment évidente, nous savons pourtant combien cette question est transversale à toutes les assemblées et nécessite du temps et de l'action partagée pour se forger. En février 2010, une deuxième caravane itinérante fut entreprise et qui a permis de revisiter les mêmes localités pour rencontrer cette fois les acteurs locaux impliqués dans le processus de l'assemblée citoyenne. Les discussions furent plus professionnelles et permirent de dégager des axes de réflexion qui résument les préoccupations prioritaires des populations.

A partir de ces assemblées itinérantes Saison 2, des personnes ressources furent identifiées et retenues pour participer à la Rencontre de Nouakchott pour marquer une pause dans la marche de la caravane et pouvoir examiner la moisson récoltée par la cheville ouvrière. Ce fut un moment d'approfondissement de la vision et de

l'éthique des assemblées et de convenir de thématiques les plus fédératrices des trois pays (Mauritanie, Mali et Sénégal).

L'équipe de cheville ouvrière de l'Assemblée sahélo-saharienne se remet en campagne citoyenne et itinérante à partir de fin février 2010 ! Forte des conclusions élaborées lors de la rencontre des personnes-ressources de novembre 2009, l'équipe reprend la route des caravanes avec de nouvelles perspectives.

Une session de formation d'une dizaine de personnes-ressources s'était tenue début novembre 2009 sur Nouakchott en présence des personnes relais de l'assemblée provenant de différentes villes et localités. La réunion a conduit à rapprocher et à faire décanter les thèmes moissonnés durant les premières caravanes itinérantes.

Assemblée Citoyenne d'Aioun : Déroulement, Réalités, Contenu

Venant d'horizons et de milieux très hétérogènes, les participants et participantes à l'assemblée citoyenne d'Aioun dont le nombre avoisinait les 120 à 150, convergèrent par des chemins très croisés et parfois assez difficiles dans cette belle capitale de la région du Hodh El Gharbi. Les femmes qui en constituaient la majorité (près de 60 à 70) étaient des paysannes, des enseignantes, des mères au foyer, des députés, des membres de coopératives féminines, des commerçantes, des artisanes, des fonctionnaires, des citoyennes tout cours participèrent ardemment aux travaux et imposèrent leurs points de vue qu'elles défendirent avec brio et éclat.

Un groupe de jeunes qui venait des universités de Dakar au Sénégal et des écoles de Mauritanie, dont des filles, défendit avec becs et ongles leurs arguments pour demander plus d'implications dans les nouvelles formes de gouvernance.

Au niveau des hommes adultes, une diversité d'acteurs composée d'enseignants, de fonctionnaires, d'administrateurs civils et militaires retraités, de policiers, de journalistes, d'ouvriers, de paysans, prit une part active aux assises de cette assemblée citoyenne.

L'Assemblée citoyenne du Sahel-Sahara qui démarra du lundi 4 au jeudi 7 octobre 2010 dans la ville historique d'Aioun en Mauritanie, en plein cœur de la région sahélo-saharienne et à quelques encablures seulement de la frontière du Mali et du Sénégal fut encadrée par une équipe qui a fait un travail remarquable. Plus d'une centaine de participants, avec une forte participation sénégalaise et une petite mais très active présence malienne.

D'entrée de jeu, le moins que l'on puisse dire est que le voyage pour atteindre la ville d'Aioun est en lui-même une sacrée aventure ! Aioun est reliée à Nouakchott, la capitale mauritanienne, par une route goudronnée de 820 kilomètres (appelée la route de l'Espoir) qui chemine magistralement à travers les paysages semi-désertiques et intacts du sud mauritaniens. Les troupeaux de chameaux, les chèvres et les vaches traversent la route à leur guise. La nuit, les animaux empiètent légèrement l'asphalte pour profiter de la chaleur du bitume chauffé le jour par le soleil. On aperçoit au second plan les tentes des éleveurs nomades fixées tantôt sur les dunes, tantôt sur les pâturages verdoyants des prairies, les villages et leur cortège de commerces et de vendeurs ambulants. A bord du bus, s'échangent les

premiers mots pour se découvrir entre participants, accompagnés du thé traditionnel et de quelques bouteilles d'eau pour lutter contre la chaleur. Beaucoup plus qu'un seul lieu de transit, la route est avant tout un lieu d'échanges et de vie. D'ailleurs, une bonne partie de la délégation sénégalaise, bloquée temporairement par les contrôles de migrations au poste frontière de Kaedi, aura passé la nuit à la belle étoile et à l'orée même du chemin.

Le dernier tiers du parcours avant d'arriver sur Aioun (250 km) est parsemé de trous et d'obstacles que les aguerris chauffeurs de camions et de voitures préfèrent éviter en empruntant des chemins parallèles à la route entre les dunes. Certains participants, en particulier ceux venant de Tombouctou, ont dû parcourir près de 2.500 kms en bus, en taxis ou en camions, pour éviter les zones dangereuses où sont installés les conflits armés au Nord du Mali. Après leur blocage à la frontière, les délégués sénégalais provenant de plusieurs communes le long du fleuve Sénégal ont dû emprunter des chemins en plein désert pour éviter non seulement les contrôles de la police trop fréquents, mais aussi pour ne pas gaspiller trop inutilement leur recette dans la petite extorsion habituelle des douaniers et des policiers.

En dépit du long trajet pour atteindre Aioun, la qualité et la chaleur de l'accueil ont tôt fait de nous faire oublier la fatigue. Dès le premier jour, nous avons pu nous gratifier des soirées où la danse fait partie d'un dialogue direct entre les peuples. Nous savions que de nombreux peuples d'Afrique font de la danse un mode privilégié d'expression et la rencontre d'Aioun a été sur ce point remarquable. Côté logistique, l'ensemble des participantes et des participants ont été hébergés sur le même site hôtelier de Saada Tenzah. Les repas, les soirées, les

plénières et les ateliers se sont déroulées également dans le même campement le plus souvent sous les tentes traditionnelles sahéliennes. Tous ces éléments ont permis d'apporter une fluidité et une "circularité" importante à la rencontre, ainsi qu'un contact permanent entre tous les participants.

Trois thèmes ont été identifiés pour approfondir les échanges et les propositions durant l'assemblée. Rappelons qu'un travail préalable de près de deux années, mené à travers des caravanes animées dans différentes villes de l'intérieur de la Mauritanie et des communes le long du fleuve Sénégal, avaient permis d'identifier six questions communes et prioritaires aux peuples de la région. Pour permettre de concentrer les débats durant l'assemblée, les organisateurs ont choisi d'en retenir trois :

> 1. Le rôle et la place de la femme dans la société sahélo-saharienne : dans l'éducation, la santé, l'économie, la politique, la religion, la famille

A propos de la place de la femme dans le système politique, la proposition d'appuyer les candidatures des femmes à la présidence des pays de l'ensemble sahélo-saharien a été nettement mise en relief, entre autres propositions.

Cette thématique fut largement débattue et les discussions furent très animées car il a été remarqué que malgré que les sociétés établies dans cette zone sahélo saharienne ont toujours su donner une place de choix à la femme, il n'en demeure pas moins que tous les pouvoirs qu'elle détenait dans les prises de décision ont été repris graduellement par les clans machistes qui ont régné et qui ont

contribué à confiner les femmes aux tâches domestiques essentiellement. Dépassant presque les 52% de la population totale de la zone, les femmes restent encore absentes des cercles du pouvoir et de gouvernance nationale. Elles n'ont pas accès au foncier qui est une richesse très particulière car ces régions demeurent très ancrées dans l'agriculture et l'élevage qui en sont les mamelles économiques primordiales.

Les femmes restent encore soumises à des systèmes de domination comme la polygamie et la marginalisation de sorte qu'elles voient leur autonomie diminuée et leur énergie dévoyée. Les jeunes filles sont frappées par des mariages précoces et des mutilations génitales qui handicapent leur épanouissement personnel.

Des propositions variées et riches furent retenues des débats et qui tournent autour de :

- Permettre aux femmes d'accéder aux postes de responsabilité publique nationale comme leur candidature à la présidence de la République ainsi qu'aux autres fonctions électives
- Accès des femmes au foncier et au crédit pour développer leur autonomie sociale et leur permettre de prendre en charge leurs responsabilités familiales surtout dans le monde rural,
- Accès à l'eau, à la santé, à l'éducation pour les femmes qui sont souvent abandonnées dans des contrées très éloignées des lieux administratifs parce que principales victimes de l'émigration des hommes qui leur laissent le poids de la gestion des familles et des ménages,
- Permettre aux jeunes filles de suivre des cursus scolaires avancés

pour accéder à des connaissances approfondies aptes à leur offrir des débouchés substantiels dans leur avenir.

> 2. Gouvernance, démocratie et citoyenneté

Plusieurs réflexions et propositions ont été avancées afin de renforcer l'espace sahélo-saharien au-delà des limites du système étatique national, tout en réaffirmant le rôle de l'État pour sécuriser le développement et les services de base.

Il a été remarqué que cinquante ans après les indépendances des trois pays, les citoyens continuent à être ignorés de la gouvernance actuelle des Etats et ne jouissent pas de leur liberté et ne participent pas à la gestion de leurs cités et de leurs pays. Pour remédier à cette situation, il est nécessaire de :

- Libérer les énergies des citoyens en les associant aux programmes de développement locaux
- Créer de nouvelles formes de gouvernance rapprochées des citoyens qui vont se prendre en charge dans leurs vies quotidiennes
- Renforcer l'unité des citoyens dans leur diversité et mettre en exergue les valeurs sociales de solidarité, d'entraide, de communautés de destin qui ont tout le temps marqué cette région
- Changer les systèmes de représentation sociale actuels en remettant en cause les modes d'embrigadement des citoyens dans des entités qui ne les considèrent pas mais qui prétendent parler à leur nom.

> 3. Le changement du système économique et énergétique vers un modèle qui donne la priorité aux énergies renouvelables, en particulier à l'énergie solaire, pour qu'il réponde aux besoins des populations et de l'agriculture, l'élevage et le transport entre les villes et les villages du Sahel-Sahara.

Les propositions suivantes furent retenues pour cette thématique :

- Développement de grands projets locaux intégrateurs pour soutenir le développement socio-économique de cette région, comme les énergies renouvelables (Solaire, Eolienne entre autres)
- Permettre la réalisation de programmes d'enseignement adaptés aux besoins du développement local afin que les jeunes accèdent à des emplois qui assureront de véritables transformations dans la vie des citoyens de cette région,
- Valoriser tout le potentiel, hydrique, agricole, animal et humain pour tendre vers une émergence économique de cette zone sahélo saharienne.

L'assemblée a été fortement enracinée dans les organisations de la société civile de la région. Elle a aussi été particulièrement suivie par les institutions politiques et religieuses ainsi que par les organisations de paysans et d'éleveurs, les groupements de commerçants, les responsables d'organismes internationaux actifs dans le Sahel-Sahara. Le gouverneur de la région d'Aïoun a tenu à assister aux séances d'ouverture et de clôture avec plusieurs membres de son cabinet et s'est engagé explicitement à étudier les propositions issues des trois ateliers qui se sont déroulés pendant les trois jours. La

députée nationale, représentante de la région d'Aioun, a animé l'atelier sur femmes et société et a très vivement participé à l'ensemble du dialogue. A noter enfin une présence très active, du début jusqu'à la fin, de cinq imams (guides religieux) représentant les 40 mosquées d'Aioun et de la région.

Pour le dernier jour, de façon comparable à l'Assemblée asiatique de Bangalore (août 2010), au lieu de tenir une seule plénière finale, nous avons choisi de mettre en œuvre une « plénière décentralisée ». Les participants de chaque atelier ont circulé de l'un à l'autre, en bénéficiant de la restitution des travaux effectués la veille par les facilitateurs et les rapporteurs, et en poursuivant l'enrichissement des débats. Cette modalité a permis de mettre l'accent sur l'approfondissement des échanges plutôt que sur les discussions plus statiques en plénière qui peinent souvent à exprimer la richesse des débats collectifs au travers d'un rapport de synthèse. La plénière finale a ainsi été portée à construire l'avenir et les suites de l'aventure.

Au-delà des remerciements habituels, les participants ont nettement ressenti que nous venions de vivre une rencontre inédite, que le processus de l'assemblée citoyenne du Sahel-Sahara est une aventure nouvelle et de longue haleine, que eux-mêmes, les citoyens de cette vaste région avaient commencé à emprunter une nouvelle caravane dans laquelle, ils et elles pouvaient devenir les architectes de leur propre destin. Un participant sénégalais, Mohamed Goudiaby, l'a souligné poétiquement lors de la clôture de l'assemblée, alors même qu'une pluie soudaine venait de rafraîchir le sol d'Aioun : « Nous venons de planter un jeune arbre et la pluie vient à l'instant de nous montrer la voie : elle est la première à arroser notre plantation. C'est à nous maintenant de continuer à nous mobiliser pour faire

grandir cet arbre et faire en sorte qu'il porte ses fruits dans les différentes régions ».

Evaluation, perspectives et élargissement de l'Assemblée Citoyenne Sahélo-Saharienne

> A. Evaluation

Les différentes étapes franchies dans le parcours qui a conduit à la tenue de cette assemblée d'Aioun n'ont pas été de tout repos, car dans cette région qui est assez vaste et étendue, les circulations ne sont pas faciles, les villes sont dans un enclavement et certaines pistes sont pénibles à franchir. Par ailleurs, dans certaines saisons de l'année surtout vers les mois d'avril et de mai, il fait une chaleur torride qui atteint les 48 à plus de 50 degrés à l'ombre dans la région du fleuve qui longe tout le parcours du côté sénégalais ; de sorte que les assemblées itinérantes ne pouvaient se tenir que dans les nuits, les réunions dans les journées étant impossibles.

Par ailleurs, l'équipe de la cheville ouvrière qui était porteuse d'une idée très novatrice d'assemblée citoyenne qui transcendait les cloisonnements et les clivages traditionnels des organisations de la société civile ou des autres formes de regroupements partisans, n'eut pas la tâche facile car certains acteurs et non des moindres, rejetèrent l'idée de se retrouver dans des ensembles qui ne sont pas stratifiés et où il n'y a de dirigeants et où il n'y a pas de projet à gérer. Ce fut aussi d'autres sentiments comme le caractère réalisable des idées à

débattre et par qui elles seront réalisées qui manifestèrent un esprit pessimiste sur la portée de ces assemblées. Par ailleurs, lors de la première tournée, un scepticisme a prévalu car les acteurs qui voyaient des gens qu'ils ne connaissaient pas et dont ils n'ont jamais entendu parler et de surcroît viennent d'un pays différent, ont gardé des réserves sur le sérieux de cette initiative. Mais fort heureusement et certains le diront, lorsque la deuxième tournée arriva, ils ont réalisé que cette affaire était sérieuse. La participation et le degré d'engagement furent plus intenses en cette deuxième phase de sorte que acteurs qui prirent part à l'assemblée d'Aioun dont certains ont eu des empêchements de dernière minute, étaient très motivés.

D'autre part, le processus a généré des assemblées locales qui ont continué bien après le départ de la cheville ouvrière à débattre des contenus de l'assemblée et de se préparer sur les thématiques proposées et des jeunes élèves que nous avons rencontrés à Podor étaient très sensibilisés sur les assemblées citoyennes à travers les discussions locales. Le niveau d'implication de la ville d'Aioun est un tournant très remarquable car ces contrées sont caractérisées et marquées par des idées conservatrices et les Marabouts ou guides religieux ont donné la démonstration d'un nouvel esprit d'ouverture et de partage des idées qui est un signe qui ne trompe pas quant aux velléités de changements profonds des sociétés.

> B. Perspectives et élargissements

Les débats animés et riches ainsi que les propositions formulées lors de l'assemblée ont laissé un goût de retrouvailles entre tous les participants qui ont exprimé leur volonté de poursuivre ces débats et de concrétiser leurs idées dans des synergies communes. C'est ainsi

que certains axes se dégagent comme :

- Une assemblée citoyenne des femmes à Aioun
- Une assemblée citoyenne à Saint Louis ou à Podor
- Une assemblée citoyenne au Nord du Mali
- Une 2ème année assemblée citoyenne sahélo-saharienne dans un autre pays que la Mauritanie
- La poursuite des caravanes dans d'autres pays de la zone sahélo-saharienne comme le Maghreb Sud avec toutes les similitudes sur les problématiques sont identiques. Les révolutions qui viennent de se dérouler ou qui se déroulent encore dans cette région sont des indicateurs pertinents des volontés de changements désirées par les peuples de la région mais qui ont besoin d'un ancrage en profondeur avant d'être récupérées par d'autres acteurs
- Une assemblée des jeunes de la région sahélo-saharienne.

Il est nécessaire que le processus des assemblées citoyennes sahélo-sahariennes se poursuive et s'oriente vers des nouveaux horizons.

3. Bâtir le Mali à partir des perspectives locales

Bilan de la phase locale

A travers l'organisation de rencontres citoyennes multi-acteurs, l'Assemblée Malienne de Citoyens vise à construire un projet collectif qui puisse refléter la diversité des acteurs, des territoires et des aspirations communes.

Acteurs et participants

Les participants ont constitué un éventail assez représentatif des acteurs communaux. Parmi lesquels, on cite : les agents des services techniques de l'Etat, les autorités traditionnelles et religieuses, les élus, les représentants de l'Etat, les associations de femmes et de jeunes, les acteurs socioprofessionnels (agriculteurs, éleveurs, etc.), etc. Diverses obédiences religieuses et diverses sensibilités politiques et sociales ont donc pris part à ces rencontres.

Au total, près de 1500 personnes ont pris part aux activités de la Phase locale. L'identification des participants a été effectuée à travers un processus participatif dans lequel les autorités traditionnelles, les élus communaux, etc. ont pris part.

Préparation et constitution des équipes de terrain

La mise en œuvre de la phase locale du processus de l'Assemblée Malienne de Citoyens a nécessité la mise en place de deux (2) équipes de terrain. Chaque équipe était composée de quatre (4) membres (Centre Djoliba et ARGA/ Mali). L'ensemble des membres des équipes ont été formés à l'utilisation de l'outil Desmodo, aux techniques d'animation et de la prise de notes. Plusieurs formations effectuées avec l'Association Culturelle N'Ko a favorisé la maîtrise des réalités sociologiques des différentes aires culturelles, et à la traduction en langue nationales (bambara, etc.) des concepts clés.

Les équipes constituées ont eu la charge de procéder à la préparation et à l'animation technique et théorique (superviser, faciliter) des différentes assemblées locales. Des missions de prospection organisées avant chaque rencontre et l'organisation de campagnes de communication (émissions radiophoniques) des visites aux notabilités et autorités locales, la distribution de notes d'informations, etc. ont favorisé la mobilisation des acteurs autour de l'initiative. Ainsi pour chaque localité un répondant local a été désigné afin d'assurer l'effectivité de l'organisation sur le plan logistique, etc.

Préparation locale

Les répondants locaux mobilisés ont apporté un grand appui à l'organisation des rencontres communales et cercles. Il s'agissait généralement de personnes résidents dans la localité et maîtrisant les

langues parlées, le fonctionnement des institutions locales (modernes et traditionnelles), en somme ayant une connaissance avérée du milieu. Ils étaient également reconnus pour leur sérieux, leur crédibilité et leurs capacités de mobilisation.

Plusieurs personnes de différentes appartenances ont joué le rôle de relais : des notabilités locales, des acteurs socioprofessionnels, des chefs d'antenne de projet (Centre Djoliba), des élus locaux, des ONG (le PGP –Programme Gouvernance Partagée).

Choix des communes et des cercles

Le choix des communes et des cercles a été effectué en prenant en compte les aires culturelles dominantes au Mali. Les localités couvertes par le processus ont permis de refléter la diversité socioculturelle des territoires. Au total 36 communes et 18 cercles ont été couverts dans 8 régions administratives du pays.

Organisation des rencontres

Les Assemblées de la Phase locale ont été structurées en deux étapes :

> 1. La rencontre communale

Dans chaque cercle, deux (2) à trois (3) communes ont été retenues. Dans chacune de ces communes, près de trente (30) participants venant des différents villages qui composent les dites communes ont

pris part aux Assemblées citoyennes.

> 2. L'atelier cercle

L'étape finale des assemblées locales s'est tenue dans les cercles. A ce niveau, trois délégués (3) dont un homme, une femme et jeune ayant participé à la rencontre communale ont pris part à l'atelier. Chaque atelier a réuni près d'une dizaine de participants qui ont procédé à la mise en commun des propositions des différentes rencontres communales en vue d'élaborer le Cahier de proposition du cercle.

Déroulement et atmosphères des assemblées

Les assemblées citoyennes ont été organisées pour la plupart au sein des Mairies, des Conseils de cercle, des Assemblées régionales, quelques unes dans des salles de conférence de certaines ONG, etc. En organisant les rencontres dans les structures des collectivités locales, il s'agissait de construire des passerelles entre les Programmes de Développement Economique Social et Culturel (PDSEC) et l'initiative de l'AMC. Toute chose qui favorise à notre avis un meilleur ancrage local du processus.

A l'ouverture des séances, l'équipe adresse les salutations d'usages aux autorités administratives, traditionnelles et aux participants à la rencontre. Le chef d'équipe fait une présentation de l'équipe, des institutions qui les ont mandaté (ARGA/Mali et Centre Djoliba), des objectifs du processus et de la méthodologie de déroulement de la

rencontre.

Les rencontres se sont déroulées dans une atmosphère de convivialité, les débats ont été souvent houleux. Il y a eu par moment au cours des débats une différence nette entre le niveau d'instruction et de compréhension des participants (ex : certains ont l'habitude des réunions, des séminaires, souvent maîtrisent même les techniques d'élaboration des PDESC, etc.). Cet état de fait qui est une bonne chose en terme de partage d'expériences se relevait souvent difficile à gérer pour les présidents de séance car les plus informés sur les pratiques tentaient pour la plupart du temps de monopoliser la parole. Et devant ces cas de figure, le facilitateur de l'AMC présent dans le groupe intervenait pour aider le président de séance à faire en sorte que tous les participants se prononcent sur les sujets importants évoqués au cours des échanges (distribution égale du temps de parole). Par ailleurs, le rapporteur consigne dans son rapport tous les points saillants de la séance sous la supervision du facilitateur de l'AMC.

Sur un plan relationnel les moments de repas permettaient aux facilitateurs de s'apparenter aux participants afin de mieux s'imprégner des pratiques du terroir (se laver les mains dans le même bocal, manger ensemble, etc.).

Méthode

La rencontre communale a été structurée en trois séquences : (1) un débat en plénière, (2) travaux de groupes par catégories sociales (hommes, femmes, jeunes) (3) restitution en plénière suivi d'un débat.

Pour la mise en commun, chaque groupe choisit un délégué pour restituer son travail. Dans l'ensemble, le temps imparti pour une journée de travail est toujours débordé car les résultats des différents travaux de groupes seront intégrés dans un document de synthèse.

En fin de journée, les différents groupes choisissent leurs délégués qui doivent poursuivre le processus à l'étape cercle (sans influence du facilitateur).

Au niveau cercle, la structuration de la rencontre a été la même qu'au niveau communal (plénière, travaux de groupes et restitution).

Chacune de ces rencontres s'est tenue pendant une journée et a duré près de dix (10) heures.

Méthode d'analyse

A partir d'une prise de notes assidue, l'outil Desmodo (outil d'analyse et de traitement libre) a permis de procéder à la classification des informations recueillies. Les informations ont été analysées à travers une grille d'analyse retenue à cet effet.

> Grille d'analyse

La grille d'analyse utilisée se présente comme suit : Valeurs, Défis, Propositions et Engagements. C'est partant des informations recueillies lors des travaux de groupes et des débats que les éléments de la grille ont été renseignés.

> Analyse transversale

Pour produire les documents finaux des rencontres (Paroles communales, Cahier de propositions) une analyse transversale a été effectuée sur l'ensemble des informations recueillies à travers le travail des différents groupes d'acteurs (Hommes, Femmes, Jeunes).

Adhésion des acteurs locaux

Le processus a eu l'adhésion des populations et cela a créé une confiance entre elles et l'équipe de l'AMC. Ainsi, ils ont cru au Processus, ils se sont exprimés, et espèrent que les différents propos seront relayés. Pour s'assurer que les propos ne tomberont pas dans les oubliettes, ils entretiennent avec l'AMC à travers ses animateurs des échanges et certains passent nous voir dans nos services respectifs à chaque fois qu'ils sont à Bamako.

Les difficultés rencontrées

- **Sur le plan méthodologique:** l'usage de l'outil d'analyse Desmodo, pour certains membres des différentes équipes a souvent posé quelques difficultés, car ces derniers n'étaient pas habitués à cet outil malgré les différentes formations. L'usage et la manipulation des concepts en langue local (notamment certains mots clés de l'exercice : valeurs/ défis/ engagements, etc.) ont posé problème car concepts renvoyaient selon les langues à différentes acceptions qui rendaient difficile la compréhension de l'exercice par certains des participants et aussi aux membres des équipes.

- **Sur le plan logistique:** les membres des équipes ont souvent rencontré des difficultés sur le terrain pour rallier une commune à une autre, tant les moyens de transport sont difficiles d'accès dans certaines zones du pays.
- **Sur le plan de planification:** la principale difficulté sur le processus reste encore liée à la planification des différentes rencontres, en effet il y a une très grande durée entre l'organisation des différentes étapes qui semble provoquer une certaine léthargie du processus ;
- **Sur le plan de la communication:** un suivi professionnel en termes de communication n'a pas été effectué, des images des différentes rencontres sont les principales ressources que nous disposons dans ce domaine.

Propositions

Au cours des assemblées communales, les débats ont porté sur les défis locaux, les valeurs, les engagements, les mutations attendues par les populations. Il s'est agi de faire ressortir à travers les discussions, les expériences, les vécues, les aspirations porteurs de légitimités et de sens susceptibles d'être les fondements d'un projet collectif.

Pour chacune des collectivités plusieurs propositions ont été effectuées par les participants, nous en présentons ici quelques unes :

- Valeurs : Respect de la parole donnée (Commune de Ségou), Education collective des enfants (Commune de Niafounké), Estime de soi (Commune de Niono), Respect du bien public (Commune

de Gao).

- Défis : Lutte contre la désertification (Commune d'Anefis), Promotion des langues locales (Commune de Tilemsi), Promotion de l'emploi jeune (Commune de Sikasso), Compréhension partagée de la démocratie (Commune de Mafounè).
- Propositions : Respect des règles du jeu électoral par l'ensemble des acteurs : politiques, électeurs, etc. (Commune de Konna), Développement de la culture fourragère (Commune de Tombouctou), Dialogue et échange entre les populations et les autorités pour la promotion de la sécurité locale (Bourem Inaly), Encadrement et soutien aux actions génératrices de revenus (Commune de Kayes).
- Engagements : Investissements de la population à la bonne gestion des ressources naturelles (Commune de Kita), Mobilisation pour le paiement des Taxes de Développement Régional et Local (Commune de Bandiagara), Apprentissage et éducation pour la maîtrise des droits et devoirs dans le cadre de la citoyenneté (Commune de Konséguéla), Solidarité massive en vue de promouvoir l'autosuffisance alimentaire (Commune de Zantiébougou).

L'analyse transversale des propositions issues de chacune des rencontres porte à la fois sur la gouvernance des collectivités locales, sur les réformes institutionnelles et les politiques publiques, sur la citoyenneté, etc.

Perspectives

A la suite de la mise en œuvre de la Phase locale, les informations recueillies sur le terrain font l'objet d'une analyse collective suivant les objectifs de l'initiative.

Les deux dernières phases du processus démarreront à la suite des ateliers de restitution des résultats obtenus.

Les deux dernières phases de l'AMC sont :

- La Phase régionale : elle réunira près de cinquante (50) personnes par région. Les participants seront les délégués communaux, les groupes constitués suivant les thématiques propres à chaque région. Les assemblées seront organisées dans chacune des huit (8) régions et dans le district de Bamako. Elles dureront deux (2) jours.
- La Phase nationale : elle réunira près de cent trente (130) personnes à Bamako. Les participants seront les délégués communaux, les groupes thématiques auxquels s'ajouteront les groupes constitués d'acteurs socioprofessionnels.

Les échanges multi-acteurs dont les bases auront été nourris par les réalités propres à chaque groupes d'acteurs social, thématique, socioprofessionnel, sur chaque territoire, permettra d'élaborer un document national appelé : « Bâtir le Mali à partir des perspectives locales ».

- Atelier régional et national: les perspectives à l'immédiat se sont l'organisation de la deuxième et troisième phase du processus portant sur le niveau régional et national.

- Initiatives des citoyens: à la suite de l'organisation de la phase locale, des acteurs se sont mobilisés et ont mis ou sont entrain de mettre en place des organisations de jeunes, de femmes, etc. afin de prendre part à la gouvernance de leur collectivité.
- Enrichir les PDESC à travers l'AMC: les PDSEC sont les programmes quinquennaux de développement économique, social et culturel des communes. A l'occasion des processus participatifs de leur élaboration, les participants aux rencontres de l'AMC ont fait adopter plusieurs idées fortes sorties aux cours de nos rencontres, donnant corps aux idées, et mettant en projet leurs engagements.
- Suivi médiatique: divers articles ont été produits par des journalistes à l'occasion de la présentation de l'initiative, des ateliers locaux, de l'organisation des émissions radio, nous avons fait un press-book.

Élargissements

Le processus de l'Assemblée Malienne de Citoyens, n'a pas manqué d'intérêt comme le démontre l'engouement et la richesse dans les débats. Tant dans l'esprit que dans la forme de mise en œuvre, l'initiative est jugée pertinente par les acteurs sur le plan local et national, car elle offre une opportunité de dialogue et de participation à la construction du pays.

Ces quelques enseignements (ci-dessous) issus de la mise en œuvre de la phase locale, présage de la richesse des débats à venir au cours des prochaines phases :

- Mettre les acteurs eux-mêmes au cœur de leur gouvernance, à travers les consultations et les mécanismes locaux construire des consensus autour des grandes questions ;
- Les valeurs et les sagesse de l'âge doivent avoir leur place dans la gestion des collectivités locales ;
- Les dysfonctionnements institutionnelles, l'absence de réponse aux problèmes de la jeunesse ne doivent ni durer ni persister ;
- Les acteurs locaux sont prêts à s'engager au développement de leur collectivité à travers la mobilisation des TDRL.

A la suite de la phase locale, on peut se rendre compte d'un engouement certain qu'a suscité l'initiative : la création d'associations de jeunes pour la réalisation des propositions, la prise d'initiatives par les acteurs quant à la gestion des collectivités, la mise en œuvre d'activité d'échanges et de communication sur les droits et devoirs, la citoyenneté et la connaissance des principes de la démocratie. L'intercommunalité et la coopération plusieurs fois évoquées lors des assemblées apparaissent alors comme un moyen pour les acteurs à l'échelle locale afin de construire des passerelles autour des défis, des valeurs et des aspirations.

4. Dialogues méditerranéens : institutions et citoyenneté en Méditerranée

Synthèse de la rencontre de Valence – Espagne (2-4 Juillet 2010)

Programme

Du 2 au 4 juillet 2010 s'est tenue à Valence, Espagne, la première Assemblée des Citoyens et Citoyennes de la Méditerranée consacrée à la thématique «institutions et citoyenneté en Méditerranée ». 80 personnes venant de 18 pays méditerranéens ont participé à cette première Assemblée. Ont participé aussi des représentants de toutes les institutions publiques euro-méditerranéennes, telles que l'Assemblée Parlementaire de la Méditerranée, l'Assemblée Parlementaire EuroMed, la Fondation Anna Lindh, le Comité Economique et Social Européen, la Commission Européenne et la Banque Européenne d'Investissement.

Les discussions étaient réparties en quatre agoras :

- > Agora 1 : Penser l'espace méditerranéen
 - Quel cadre politique institutionnel ?
 - Quelles réalités institutionnelles pour la Méditerranée ?
 - Quelles visions de la Méditerranée depuis les pays participants au processus Euro-méditerranéen ?
- > Agora 2 : La citoyenneté en méditerranée, droits et responsabilités
 - Qu'est ce que c'est la citoyenneté méditerranéenne ?
 - Quels instruments et quelles politiques pour l'exercice de la citoyenneté ?
 - Y a-t-il une identité méditerranéenne ?
- > Agora 3 : Construction d'un espace durable de paix : y a-t-il des conditionnalités préalables ?
 - Quelles participations citoyennes pour œuvrer vers une communauté des peuples de la Méditerranée ?
 - Quels accords euro-méditerranéens pour contribuer à éradiquer les inégalités socio-économiques ?
 - Comment décloisonner les mentalités et les pratiques des organisations au service de la Méditerranée ?
- > Agora 4 : Les défis actuels et futurs en Méditerranée: la responsabilité individuelle et collective des citoyens
 - Quelle responsabilité environnementale des citoyens en

Méditerranée ?

- Quelle éducation pour faire face aux défis de demain ?
- Quels «développements territoriaux» en Méditerranée ?
- Quelles politiques de mobilité en Méditerranée pour répondre à la demande citoyenne ?

Synthèse générale de la rencontre de Valencia

> Agora 1 : Penser l'espace méditerranéen

Plus on voyage à travers la Méditerranée, plus on se rend compte de la proximité de ses peuples, de leurs cultures et de leur similarité dans les problèmes quotidiens. Nous sommes très conscients de l'existence du processus de l'Union pour la Méditerranée (UPM) comme tentative de création d'un nouveau cadre institutionnel euro-méditerranéen. Un processus d'institutionnalisation dans lequel nous sommes à la fois observateurs et acteurs, et nous souhaitons maintenir cette double condition. Observateurs dans la mesure où nous ne prenons pas les décisions au sein du processus de l'UPM, et acteurs, puisque en tant que citoyens et citoyennes, nous avons l'obligation et l'exigence éthique de demander par tous les moyens dont nous disposons que les institutions politiques offrent des réponses aux besoins et aux exigences de la citoyenneté.

Nous entendons la citoyenneté comme moteur de changement, capable de traverser des frontières, des murs, des incompréhensions,

des préjugés et des craintes. C'est à partir de notre capacité individuelle que nous devons rendre cette impulsion nouvelle possible, en créant des synergies, afin de construire un espace politique méditerranéen.

L'Union pour la Méditerranée ne peut pas se développer sans la citoyenneté. La confiance mutuelle doit redevenir la base de nos relations, et pas seulement dans le cadre politique, administratif ou institutionnel, mais aussi et surtout dans le cadre social et civil.

Nous sommes convaincus que la Méditerranée doit avoir une dimension politique. Nous ne savons pas encore laquelle, ni comment, mais à un certain moment il faudra que la Méditerranée ait une dimension politique.

Les rapports directs entre villes et entre entrepreneurs peuvent renforcer l'espace méditerranéen. C'est une voie d'action développée déjà dans le passé qui est en reformulation dans le contexte actuel. C'est pour nous un cadre de référence car les cercles de citoyens et citoyennes de l'ACM sont des cercles locaux, territoriaux, présents dans des villes et qui peuvent aussi s'inscrire dans une dynamique directe liée aux politiques institutionnelles locales. Nous pensons la Méditerranée, car c'est ainsi qu'elle est, dans sa singularité et en rapport avec d'autres régions du monde. Il faut penser la Méditerranée dans son contexte global et pas seulement euro-méditerranéen. La Méditerranée est au centre de tout ce que nous avons formulé mais elle n'est pas isolée du monde. Au contraire, à cette époque de mondialisation, il s'agit d'une pièce en plus, très importante pour la configuration de l'ordre international en construction. L'Assemblée des Citoyens et Citoyennes de la Méditerranée doit se préparer pour

pouvoir influencer les représentants des institutions politiques, des élus, pour qu'ils ouvrent leurs perspectives à l'ensemble de la citoyenneté.

Nous avons aussi l'obligation de soutenir la Société civile, les droits et les responsabilités de la citoyenneté du Sud, mais aussi de celle du Nord. Nous devrions décoloniser la pensée et les actions. En tant que citoyens et citoyennes, nous avons l'obligation de penser autrement et, à partir de cette pensée, d'obliger les institutions politiques et les élus, à décoloniser leurs actions.

Il y a une grande méconnaissance des valeurs partagées dans l'espace méditerranéen et il y a des problèmes de préjugés et stéréotypes entre les populations du Nord et du Sud. Il faut promouvoir le dialogue interculturel et impliquer les médias pour promouvoir l'espace méditerranéen. Également améliorer l'accès à l'éducation et enseigner les valeurs de tolérance et de solidarité. Il faut favoriser le transfert des connaissances et éviter la fuite des cerveaux.

Nous constatons un certain échec des cadres de coopération multilatéraux, une véritable défaillance de l'application de la démocratie dans les pays du Sud, accompagné d'un manque de regard critique vis à vis des institutions. La crise économique globale entraîne un repli identitaire et on observe avec préoccupation l'hypocrisie de la conditionnalité dans les accords de partenariat entre Nord et Sud et le blocage du processus de paix du conflit arabo-israélien.

Il faut promouvoir les PME et intégrer les femmes. Il faut faciliter la mobilité au sein de l'espace méditerranéen du sud vers le nord, en

particulier la mobilité des jeunes.

La contribution des citoyens à la construction de l'espace euro-méditerranéen est possible, mais elle répond à des préalables. Parmi ceux-ci, on retrouve la question des droits de l'Homme, la relation des citoyens avec leurs gouvernements, le développement de l'alliance des civilisations, l'interrogation sur la notion d'«Europe-puissance» et sur le rôle des États-Unis dans les évolutions euro-méditerranéennes, ou encore la nécessaire promotion du bilatéral afin de permettre au projet euro-méditerranéen de prendre son essor à terme.

Sans une Méditerranée des hommes, des femmes, des jeunes, sans une Méditerranée des villes, le projet Euromed est voué à l'échec. La Méditerranée n'est pas un problème mais plutôt une solution à la crise. Partant du constat que le niveau d'incompréhension entre les cultures et les religions s'accroît dangereusement, il faut renforcer l'un des objectifs essentiels inscrit dans la Charte constitutive de l'ACM: «se dépasser pour redonner un sens humain, politique, culturel, environnemental et économique à la Communauté méditerranéenne des peuples et contribuer au dialogue de société à société». La promotion du dialogue interculturel et interreligieux est essentielle pour créer une base sur laquelle il est possible de construire une réelle collaboration politique, économique et sociale entre pays méditerranéens qui doit nous mener vers la consolidation d'une région prospère et stable pour tous nos peuples.

> Agora 2 : Citoyenneté en Méditerranée, droits et responsabilité

Nous avons constaté que la diversité culturelle et religieuse fait partie

de l'identité méditerranéenne. Nous avons affirmé que l'identité méditerranéenne est une identité partagée. Nous avons des valeurs qui nous identifient et que nous défendons : liberté, paix, respect de la diversité et responsabilité environnementale. Nous avons dit que la Méditerranée a été et est toujours un espace de changement et de métissage entre ses deux rives et c'est là, en réalité, que nous trouvons la base de la citoyenneté méditerranéenne. Il faut approfondir davantage l'interaction constante entre droits et responsabilités et la participation active, politique et sociale, qui sont les fondements de la citoyenneté.

Métissage et action sont les deux piliers de la citoyenneté méditerranéenne que nous voulons développer, en élargissant le concept de citoyenneté et son rapport avec l'identité dans un monde globalisé. Nous devons poursuivre notre réflexion sur ce que cela signifie exactement dans ce contexte du début du XXI^e siècle.

Il est important que les citoyens s'approprient les questions qui nécessitent une réponse commune. Les défis sont nombreux: défis de légitimité, de création de consensus, de crédibilité. Il faut arriver à un dialogue entre les institutions publiques et les citoyens.

La citoyenneté compte au moins trois dimensions: 1) Citoyenneté comme interaction constante; 2) Droits et responsabilités (il pourrait y avoir une charte des droits en Méditerranée); et 3) Participation politique et sociale des citoyens.

En Méditerranée il y a des vecteurs de citoyenneté communs au delà des identités plurielles. Jusqu'à présent la citoyenneté est liée à la souveraineté nationale. On constate : a) le manque de volonté des

États de céder de la souveraineté pour créer une citoyenneté supranationale; b) la notion de citoyenneté exclue traditionnellement ceux qui ne sont pas reconnus comme nationaux et qui sont souvent les plus vulnérables; c) la création de frontières symboliques quand les frontières physiques disparaissent; et d) que la mobilité réduite renforce les préjugés existants.

> Agora 3 : Construction d'un espace durable de paix : y a-t-il des conditionnalités préalables ?

Existent-ils des conditions préalables à la paix? Face à ceux qui affirment qu'il faut préparer la guerre si nous voulons la paix, nous voulons affirmer que nous devons préparer la paix pour éviter la guerre. Les guerres ont accompagné l'Histoire de la Méditerranée. Il a été dit qu'il faut une grande volonté de paix et une grande décision politique pour faire de la Méditerranée une mer de paix. Une mer de paix où les inégalités entre le Nord et le Sud, mais aussi au sein du Nord et du Sud, diminuent progressivement jusqu'à disparaître. Si cela n'a pas lieu, les sources du conflit continueront d'exister. Nous devons aussi éviter que ne deviennent source de conflit, et elles le sont déjà, l'appropriation, l'utilisation et la gestion des ressources naturelles: l'eau, la terre, les ressources énergétiques, le territoire, les forêts, la mer.

Il existe en Méditerranée des conflits non résolus que la citoyenneté doit aider à résoudre pacifiquement, avec les armes de la politique. Personne parmi nous ne doute du besoin de l'action politique, ni ne pense que les conflits doivent être dépolitisés. Les conflits d'Israël et de la Palestine, du Maroc et du peuple Sahraoui peuvent être résolus

et nous devons contribuer à ce que cette solution soit possible à court terme.

Le droit international doit être respecté et appliqué, en commençant par la reconnaissance du Tribunal Pénal International. Nous avons dit que l'intégrisme libéral, sous toutes ses modalités, est une menace pour la paix. Et nous avons aussi dit que nous voulons construire une machine citoyenne de paix face à la machine de guerre.

Une réduction des inégalités persistantes entre Nord et Sud passerait probablement par la redéfinition d'un projet global et multilatéral, par la promotion d'un co-développement qui aurait l'emploi pour priorité notamment. Mais en parallèle, un décloisonnement des mentalités et pratiques s'avère tout aussi nécessaire, ce qui peut passer par le biais d'une meilleure intégration des migrants, ou encore d'une consécration de la lutte contre les discriminations.

Les anciens conflits méditerranéens s'étendent, et on a une perte de la centralité de l'espace méditerranéen provoquée à la fois par la faiblesse des institutions communautaires européennes et la fragmentation de la Méditerranée. Ces phénomènes provoquent un mouvement de banalisation de la politique en tant qu'instrument de règlement des conflits. Il s'avère primordial de renforcer le rôle de la culture dans les sociétés, de créer une «diplomatie civil» pour rendre possible l'atteinte des objectifs.

La présence effective de conditionnalités préalables à la construction durable d'un espace de paix passe par une action menant à une disparition durable des conflits armés. D'où la nécessité d'identifier les conditions indispensables pour ce faire, avant que de voir en quoi

elles ne sont pas rassemblées en Méditerranée.

Ainsi, concernant les conditions :

- Si les parties en présence considèrent que le conflit est indépassable, il n'y a pas d'évolution possible, d'où la nécessité pour elles de croire en un avenir viable potentiel ;
- La confiance est importante, un partenariat réel devant prévaloir, dans un contexte dans lequel les partenaires ne doivent pas supposer la présence d'un agenda caché.

Il faut donc :

- Favoriser l'émergence d'une communauté méditerranéenne, par la création par exemple d'un Conseil Consultatif de la Méditerranée ;
- Créer les circonstances qui permettraient à des initiatives type l'UpM d'aboutir ;
- S'intéresser aux véritables priorités des Méditerranéens, tel l'emploi ;
- Favoriser une communauté des peuples méditerranéens, qui passerait par exemple par des initiatives permettant aux Européens de venir travailler au Sud et de mieux le connaître ;
- Eradiquer les inégalités socio-économiques.

Les conflits internes dans les pays compliquent les conflits entre les pays, personne ne veut être la minorité de l'autre. Les expressions identitaires peuvent être conflictuelles voire meurtrières. Le choc des ignorances est sans doute la plus grande des menaces. La logique

des conflits profitent aux extrêmes. La non-résolution du conflit ne doit pas empêcher d'autres initiatives pour réduire les inégalités socio-économiques, territoriale, de genre, d'information. Il y a un besoin d'évaluation des impacts et de l'efficacité des politiques mises en place.

> Agora 4 : Les défis actuels et futurs en Méditerranée: la responsabilité individuelle et collective des citoyens

La mer méditerranée constitue une ressource et un patrimoine commun qu'il faut gérer et protéger collectivement. La société civile peut faire pression sur l'État et les institutions afin de promouvoir une éducation favorisant le développement. La société civile locale a une bonne expertise des problèmes existants et des différents acteurs. Tous les éléments sont présents pour que l'intégration méditerranéenne se fasse gagnant-gagnant pour les deux rives. Mais nous constatons l'absence de cohésion, de consensus politique sur la question de l'environnement.

La préoccupation environnementale ne constitue pas une contrainte mais une opportunité pour le développement économique (croissance, création d'emploi) et l'amélioration des conditions de vie (alimentation, santé) des populations méditerranéennes. Il y a une nécessité d'un dialogue entre les différents acteurs nationaux afin d'établir un pacte social.

Il faut rationaliser l'utilisation des ressources en eau et énergie et faire évoluer les comportements vis-à-vis de la protection de l'environnement (éducation et sensibilisation). La protection de l'environnement est intimement liée à la réduction de la pauvreté des

agriculteurs locaux. Il faut favoriser le rétablissement de certaines pratiques agricole traditionnelles respectueuses de l'environnement (par exemple, la rotation des cultures).

Il faut harmoniser les niveaux éducationnels des différents acteurs méditerranéens ainsi que l'homologation des différents diplômes méditerranéens. La mobilité favorise l'inclusion sociale et l'économie de la connaissance. La mobilité est actuellement limitée par les restrictions de délivrance de visas. Il faut envisager l'établissement d'un traité de libre circulation des individus. Il faut encourager la responsabilité et la coordination des différents acteurs (publics, privés, société civile) dans le domaine de l'éducation et de l'environnement. L'urbanisation croissante au Sud implique de forts investissements en infrastructures et nécessite un changement de modèle de développement économique qui tienne compte du social. Il faut changer le type de croissance, adopter une croissance inclusive et passer d'une culture de la sous-traitance à une culture de la co-traitance.

Perspectives

Nous affrontons des défis actuels et futurs. Nous avons une responsabilité individuelle et collective entre nos mains, entre les mains de la citoyenneté. C'est le moment d'exiger des politiques actives contre le chômage, spécialement parmi les couches les plus jeunes de la population, ainsi que des politiques d'intégration de la femme à tous les niveaux.

Il faut promouvoir la mobilité spécialement celle des jeunes et

promouvoir l'éducation. Une éducation basée sur de nouveaux regards, des regards croisés, capables d'éviter la répétition, la répétition d'antagonismes, de combats passés et insensés, une éducation où priment les valeurs de la tolérance et de la solidarité.

Nous devons protéger et conserver la mer Méditerranée en tant que ressource et en tant que patrimoine, sous toutes ses dimensions, y compris la dimension environnementale, et nous devons rendre possible l'émergence d'une Communauté Méditerranéenne des Peuples, ancrée dans un espace politique méditerranéen et dans une citoyenneté méditerranéenne. Ce sont les tâches que nous nous sommes fixées, qui nous définissent d'une manière singulière et qui dessinent l'horizon de notre évolution pour les mois et les années à venir.

Nous avons un compromis avec la Charte Constitutive de l'ACM qui est ouverte, plurielle et diverse. La Coordination et le Conseil Consultatif de l'Assemblée des Citoyens et Citoyennes de la Méditerranée, dans l'exercice de leurs attributions et de leurs responsabilités, établiront les prochaines étapes à suivre. Nous souhaitons élargir le Conseil Consultatif pour qu'il devienne l'exemple de la diversité constitutive de la Méditerranée, qui est la base de notre citoyenneté.

Nous faisons aussi un appel à l'élargissement de la dynamique des cercles de l'ACM. Nous avons écouté le récit des compagnons et compagnes de cercles de Casablanca, de Tirana et de Vólos. Au cours des prochains mois, nous nous efforcerons de consolider les Cercles territoriaux pour 2011-2012 dans une perspective de développement tranquille mais sans pause.

Coordination de l'ACM

- Centro de Estudios Rurales y Agricultura Internacional (CERAI - www.cerai.es)
- European University of Tirana (www.uet.edu.al/)
- Mouvement Européen International (MEI – www.europeanmovement.eu)
- La Fondation Charles-Léopold Mayer Pour le Progrès de l'Homme (FPH – www.fph.ch)
- Casa Árabe (www.casaarabe-ieam.es)
- Casa Mediterráneo (www.casamediterraneo.es)

Secrétariat de l'ACM

c/o Institut MEDEA - 24 Square de Meeûs 1000 Brussels, Belgium.

5. Primera Asamblea de Ciudadanos del Cono Sur. Una dinámica inédita en la región

1. Introducción

La Primera Asamblea de Ciudadanos del Cono Sur, realizada en Iquique, Chile, ciudad fronteriza, pluricultural, multi geográfica, de alta significación histórica y equidistante a los cuatro países que conforman la Asamblea Cono Sur (Chile, Perú, Bolivia y Argentina) fue claramente un éxito y sin duda sentó las bases de una dinámica inédita en la región, hacia nuevas respuestas para las crisis de la gobernanza y la ciudadanía en el siglo XXI.

Aunque reflejar un proceso tan diverso y evolutivo a través de un documento escrito no es para nada sencillo, resulta necesario. Tanto los aspectos objetivos y medibles, como los más subjetivos y complejos, ambos interdependientes y complementarios, son los que registramos y reflexionamos de manera a la vez franca, distante y apasionada, para sistematizar y compartir las enseñanzas y el itinerario conosureño como parte del conjunto global de cada una de las asambleas en el mundo, procesadas con un mismo “esquema de

lectura”, para afinar mejor los siguientes pasos en el camino de construcción de esta aventura.

2. Actores y participantes

Un total de 319 personas participaron directamente como delegados durante los tres días de desarrollo de actividades de la Asamblea.

De ellos, 255 correspondieron a delegados representantes del proceso y la red Asamblea Ciudadana Cono Sur de los cuatro países integrantes: Chile (103), Perú (50), Bolivia (52) y Argentina (50). 8 fueron invitados fraternos de Francia (4), India (1), Brasil (1) y Paraguay (2). Y 56 respondieron a delegados de diversos sectores de Iquique que se incorporaron a lo largo de los tres días de actividades.

El 52% correspondió a hombres (166) y el 48% a mujeres (153). El 54% correspondió a jóvenes menores de 30 años (172) y el 46% a mayores de 30 años (147).

La diversidad de sectores socio profesionales fue enorme, encontrándose representantes, entre otros, de los siguientes: 1) Derechos Humanos. 2) Pueblos originarios indígenas. 3) Mujeres. 4) Migrantes. 5) Ecologistas. 6) Gestores culturales y artistas. 7) Jóvenes, estudiantes. 8) Educadores formales y populares. 9) Académicos de diversas disciplinas e intelectuales. 10) Periodistas. 11) Comunicadores populares y audiovisuales. 12) Diversidad sexual. 13) Funcionarios públicos, consulares, autoridades locales. 14) Militares. 15) Dirigentes y militantes de partidos políticos. 14) Espiritualidades y religiosidades. 15) Deportistas. 16) Gestores en

salud, médicos y amautas de salud intercultural, funcionarios y autoridades públicas en salud. 15) Economistas. 16) Dirigentes sindicales y gremiales de trabajadores. 17) Gestores y activistas de la integración regional latinoamericana. 18) campesinos y trabajadores rurales.

Movilizándose al menos una treintena de redes, organizaciones, movimientos sociales y pueblos, centrados y que trabajan en estas temáticas.

3. Actividades culturales

El programa de tres días de actividades incluyó las siguientes actividades culturales: 1) Cena de confraternidad y Acto artístico cultural de bienvenida a las delegaciones en la piscina municipal de Iquique. Con variadas expresiones multi culturales del Cono Sur y saludos de las delegaciones participantes, realizada la noche previa a la inauguración de la Asamblea. 2) Ceremonia espiritual indígena por la fraternidad de los pueblos, con énfasis en el tema histórico pendiente de una solución a la mediterraneidad de Bolivia. Realizada en playa de Iquique y abierta al público participante, al cierre del primer día de actividades. 3) Visita a oficina salitrera de inicios del siglo XX, conociendo su modo de producción y sus impactos sociales, laborales y políticos en poblaciones de los países del cono sur. Con homenaje recordatorio a los trabajadores y sus familias sacrificados ahí, realizado la mañana del segundo día de actividades. 4) Cena cultural bailable, realizada en la noche del segundo día de actividades. 5) Acto cultural en la Escuela Santa María de Iquique, lugar de histórica matanza de obreros a inicios del siglo XIX. Incluyó

homenaje a Carlos Liberona, primer coordinador general de la Asamblea, fallecido en 2009, diversas manifestaciones artísticas, música, mimos, serigrafía, feria eco tecnológica, intercambios culturales, etc. 6) Campeonato deportivo de baby fútbol inter países, por la fraternidad de los pueblos, realizado la tarde del tercer día de actividades. 7) Además, en las propias actividades de reflexión y debate del programa, plenarias y talleres, se contó con breves intervenciones culturales artísticas, como expresiones teatrales, musicales, gráficas, audiovisuales, poéticas y literarias.

Las actividades artístico culturales formaron así parte central del programa, ocupando cerca del 50% del tiempo del total de las actividades de la Asamblea, además parte orgánica del mismo, ya que sus contenidos y referencias estaban centrados en los ejes temáticos y enriquecían con una perspectiva más amplia y lúdica, las reflexiones y debates respecto de la integración, los modos de desarrollo económico, las relaciones socio ambientales, las discriminaciones de género, los pueblos originarios y la diversidad sexual, entre otras.

4. Preparación

> 4.1. Estructura organizativa

En estricto rigor, esta Primera Asamblea de Ciudadanos del Cono Sur viene preparándose desde el inicio del proceso, ya en 2007, 2008. Fue el objetivo que orientó la primera etapa. Desde entonces imaginamos y empezamos a debatir las características que debería tener esta Asamblea para ser de verdad un espacio, formato y

dinámica nueva, precisamente que permitiera expresarse a lo inédito, a lo emergente, las nuevas formas de ciudadanía y organización social que están respondiendo a las crisis y desafíos del presente y del futuro y que no encuentran cabida en los viejos formatos tradicionales, valiosos, todavía vigentes en buena medida durante la transición histórica, pero también en buena parte agotados y obsoletos.

El equipo de facilitación y coordinación estuvo compuesto en un inicio por:

- Un coordinador general, ubicado en Chile.
- Un equipo de pilotaje de dos compañeros encargados de sostener las grandes áreas del trabajo, ubicado en Chile.
- Tres coordinadores de los otros países integrantes, uno por Perú, uno por Argentina y uno por Bolivia.
- Un equipo de dos compañeros que sostienen todas las comunicaciones, página web, foros virtuales y audiovisuales, ubicado en Chile.
- Un equipo de metodología formado por dos compañeros, uno a la vez encargado de área de trabajo y el otro a la vez encargado de las comunicaciones, ubicados uno en Chile y el otro en Argentina.

Lamentablemente, en medio del proceso, en 2009, falleció el compañero coordinador general, lo cual obligó a readecuar sobre la marcha los equipos de preparación de la Asamblea de Iquique en 2010. Los cambios fueron:

- Reemplazo del único coordinador general anterior con una

coordinación general colectiva de tres compañeros, que incluía a los dos compañeros que formaban antes el equipo de pilotaje de las grandes áreas de trabajo.

- Se agregó un equipo metodológico colectivo especialmente destinado a la Asamblea de Iquique con 12 compañeros/as de los cuatro países.
- Se agregó un equipo de coordinadores de ejes temáticos, cada uno encargado responsable de organizar, coordinar y realizar esa actividad temática en la Asamblea de Iquique. Por un criterio absolutamente pragmático organizativo, todos/as ellos/as fueron de Chile, país donde se realizaba la Asamblea de Iquique.
- Los coordinadores de país fueron encargados responsables de organizar las delegaciones de su respectivo país a la Asamblea de Iquique. En algunos casos, se reemplazó al anterior coordinador por uno nuevo, de acuerdo al criterio de disponibilidad y condiciones necesarias para cumplir esa tarea de manera eficiente. En otros, se agregó un coordinador/a más por alguna zona alejada del país respectivo, cuando se consideró necesario.
- Esta readecuación sobre la marcha, implicó inconvenientes serios en el manejo logístico, y también la necesidad de “negociar” y “consensuar” criterios y personas confortantes de los equipos y responsabilidades que en muchos casos no compartían los criterios esenciales de innovación metodológica y de contenidos centrales que animan el proceso de Asamblea, imponiendo un grado de formas tradicionales y ya agotadas de funcionamiento y discurso superiores a lo buscado inicialmente, lo cual condujo finalmente a debilidades operativas, de método y de contenido de las propuestas, aunque no lograron impedir el éxito fundamental

de la Asamblea en base a esos criterios de innovación.

> 4.2. Criterios de selección de participantes

Se definió que los participantes debían ser personas, organizaciones, movimientos, comunidades y pueblos, que cumplieran los siguientes criterios:

- Estar vinculados con anterioridad a la red y proceso de Asamblea. Conocerlos, haber participado en sus actividades, procesos y foros. Estar de acuerdo con sus objetivos centrales.
- Aceptar un compromiso con la Asamblea de Iquique para colaborar al máximo posible con su exitosa realización, entendiéndola como un espacio y experiencia inédita de participación ciudadana para construir respuestas a las actuales crisis de gobernanza. Conocer y aceptar sus condiciones, alcances, programa de actividades y criterios de funcionamiento.
- Participar en la Asamblea de Iquique como “delegados/as” que transmiten el sentir, pensar, saber y proponer de sus espacios socio profesionales, organizaciones, movimientos, comunidades y pueblos.

Se busco el equilibrio de género, plurinacional, y el máximo de representación de la diversidad ciudadana de cada país y por ende del Cono Sur. Además, que cumplieran con requisitos mínimos que hicieran posible su participación, disponibilidad del tiempo, salud que lo permita, etc.

Finalmente, se agregó un número final de 8 invitados fraternales, principalmente de Francia (4), India (1), de las Asambleas de Europa

e India, hermanas de la nuestra, y de Brasil y Paraguay.

> 4.3. Procesos previos

A partir de la readecuación de la estructura organizativa, se declaró como tarea prioritaria la Asamblea de Iquique en noviembre de 2010. Desarrollándose las siguientes actividades y procesos:

- Reformulación de la página web y comunicaciones de la Asamblea con centralidad en la Asamblea de Iquique.
- Realización de encuentros de Mujeres en cada uno de los cuatro países y uno general de trabajo con representantes de los cuatro países, en Argentina.
- Realización de una Escuela Metodológica para la Asamblea de Iquique en Chile con un equipo de 12 compañeros de los cuatro países que se capacitó y asumió la responsabilidad metodológica. Además, realizaría dos ensayos metodológicos previos a Iquique con los coordinadores de ejes temáticos.
- Realización de varias reuniones previas con el equipo de coordinadores de ejes temáticos para definir el programa de actividades.
- Realización de consultas abiertas y amplias al conjunto de la red Asamblea para definir el programa, alcances y criterios de la Asamblea de Iquique.
- Coordinación permanente con los coordinadores de cada país para la definición de las delegaciones y la resolución de todos sus aspectos logísticos (movilización, alimentación, trámites migratorios de ingreso, etc., etc.).

- Elaboración de diversos documentos (de contenido, de criterios, de cronograma de tareas, cartas de invitación, etc.) y debates y coordinaciones por los foros virtuales. Creación de un foro virtual especial para numerosos delegados a Iquique que conocían por primera vez el proceso y red de Asamblea.
- Realización de diversas reuniones presenciales y virtuales para resolver innumerables detalles.
- Cinco viajes previos del responsable logístico a Iquique para afinar detalles logísticos (espacios de trabajo, alojamientos, alimentación, traslados, etc.) y de soporte social y político (organizaciones sociales iquiqueñas, autoridades locales, etc.).
- Resolución de inconvenientes y problemas de flujo de recursos, derivados de la readecuación organizativa sobre la marcha, y que perjudicaron las tareas logísticas y a su vez metodológicas, sociales y políticas en la medida que hubo que distraer tiempo y dedicación de las segundas hacia las primeras, para subsanarlos. Principalmente, la instalación de un equipo de apoyo en Iquique 10 días antes para resolverlos. Pero que finalmente no impidieron el éxito de la realización.
- Numerosas reuniones previas y coordinaciones para resolución de tareas por parte de los responsables coordinadores de cada país.

5. Desarrollo

- El lugar elegido para la Asamblea fue la ciudad de Iquique, al extremo norte de Chile por la convergencia de varias razones. Se trata de una ciudad fronteriza, que limita con Perú y Bolivia.

Históricamente, escenario central de guerras con estos países con los cuales aún existen temas pendientes de reparación. También de honda significación para el movimiento obrero moderno del cual fue cuna y soporte para Chile, ocurriendo en sus calles famosas masacres obreras, que involucraron a trabajadores de todo el Cono Sur, y siendo base de las primeras organizaciones y candidaturas de notables políticos socialistas. Con una alta presencia de pueblos indígenas andinos, aymaras y quechuas, que son trans fronterizos, así como diversas migraciones de todo el mundo. Es también pluri geográfica, siendo un oasis en medio del mar y del desierto. Finalmente, se la consideró equidistante de los cuatro países que forman la red y proceso de la Asamblea, ya que está también a 3.000 kilómetros de distancia de Santiago, la capital de Chile.

- La Asamblea tuvo una duración de tres días, aunque la tarde previa contó con una jornada de acreditación de delegados y una cena cultural de bienvenida.
- La Asamblea cumplió su programa de actividades, definido previamente, de manera total. Desde la acreditación inicial de delegaciones y la cena cultural del día jueves en la tarde previo, pasando por los tres días con todas sus actividades, hasta la salida de las delegaciones la noche del último día, después de la cena o el día siguiente en la mañana.
- Las delegaciones de Perú y Argentina llegaron retrasados a la Asamblea. Perú por un accidente del bus en el viaje, perdió la cena cultural previa pero se incorporó a la Plenaria inaugural. Argentina con graves problemas de salud por la altura en el viaje, perdió la cena cultural previa y la plenaria inaugural,

incorporándose en la tardes del primer día. Hubo algunos problemas logísticos en varios aspectos (producto de los inconvenientes provocados por la readecuación organizativa), pero que no incidieron en el programa de actividades, resolviéndose a buen tiempo.

- Hubo descoordinaciones en algunos talleres de ejes temáticos, pero todos cumplieron plenamente su itinerario, aunque en algunos casos con desacuerdos y readecuaciones sobre la marcha. Se trató de un desarrollo desigual de los talleres temáticos, pero cumplido en su conjunto.
- La plenaria inaugural fue muy exitosa y motivadora, sintiéndose la alegría del enorme logro alcanzado y la energía positiva del encuentro.
- Las actividades culturales fueron fundamentales y exitosas, especialmente la visita y acto de reflexión y homenaje a la oficina salitrera de principios del siglo XX.
- La plenaria final mostró el desgaste de los tres días de alta actividad y tensión al máximo de las energías, pero se cumplió exitosamente, destacándose el video final que resumía los tres días de actividades, editado en tiempo record por el equipo audiovisual, y que permitió cerrar la plenaria con el propio colectivo de la Asamblea, amplio y diverso, como protagonista.
- La metodología se vio debilitada por las exigencias de los inconvenientes logísticos (producto de la readecuación organizativa previa) que distrajeron sus esfuerzos, pero logró cumplir a cabalidad con su programa y aportó inéditas formas de intercambio en el segundo día de actividades.

- La convocatoria en el mismo Iquique, en parte debido a la necesidad de suplir los inconvenientes logísticos (provocados por la readecuación organizativa previa), y en parte al gran atractivo de la Asamblea, superó las expectativas iniciales y resultó absolutamente necesario incorporar como delegados a representantes de nuevos movimientos y organizaciones de iquiqueños, lo cual hizo que los materiales destinados se terminarán el primer día faltando en los dos días siguientes, a pesar de que se habían elaborado en exceso del número inicial necesario presupuestado.

6. Métodos

- Se creó previamente el equipo metodológico de la Asamblea de Iquique, con 12 compañeros de los cuatro países, realizó una escuela de reflexión y capacitación previa y estableció un foro virtual permanente, a través del cual desarrolló coordinaciones, la realización de ensayos con los coordinadores de ejes temáticos.
- Se elaboraron documentos, guías y criterios metodológicos, consultados y socializados al conjunto de la Asamblea.
- Se estableció un equipo doble para cada eje temático y taller, formado por uno o dos miembros del equipo metodológico, más el o los dos coordinadores del eje temático específico, encargados de implementar y realizar la metodología en cada caso.
- En lo esencial se trataba de una estrategia de alta participación, con eje central en el trabajo de grupos y el debate en plenaria permanente, que garantizará la participación de todos y la recolección de sus saberes y miradas respecto de los temas en

cuestión en cada caso. Para luego pasar a un “Intercambio plenario”, donde cada taller exponía gráficamente y en diálogo plenario con todos, sus reflexiones y propuestas, etc. Sólo hubo plenaria formal inaugural y final en la mañana del primer día y la mañana del último, respectivamente. El equipo metodológico se esfuerza por observar, recoger, sistematizar de manera útil y devolver a los participantes lo observado. Su enfoque es el de generar métodos, dinámicas y espacios que permitan y faciliten la emergencia, identificación y recolección de lo nuevo, lo inédito posible, tanto en las formas como en los contenidos aportados por los participantes, convencidos de que las formas y contenidos “tradicionales” ya conocidos, siendo valiosos, están en crisis y desgaste.

- Aunque lo más importante es que se logró desarrollar en lo esencial esta inédita forma de funcionamiento, ella sin embargo debió combinarse con formas más tradicionales y agotadas de hacer las cosas, que implicaron inconvenientes y desacuerdos, que no llegaron a ser graves.

7. Propuestas

> 7.1 Los ejes temáticos

Se definieron 7 ejes temáticos: 1) Pueblos indígenas y naciones originarias. 2) Mujeres. 3) migrantes. 4) Comunicadores populares. 5) Jóvenes y educación. 6) Ecología. 7) Integración, poder constituyente, diálogo de saberes y bicentenarios. Los Derechos Humanos y la cultura fueron transversales, contando con actividades propias

plenarias a lo largo del programa de la Asamblea.

Fueron definidos a partir de las realidades más acuciantes y presentes en el Cono Sur, en cada uno de los cuatro países y por ende en la red y proceso Asamblea, a lo largo del camino recorrido desde 2007, 2008. Asimismo, se realizó una consulta previa, amplia e incluyente a toda la red y especialmente al foro especial de delegados a Iquique creado, de acuerdo a la cual se definieron los ejes temáticos. La mayor dificultad estuvo en priorizar temáticas específicas ya que eran muchas, alrededor de 25 las propuestas inicialmente. Para lo cual se usó el criterio de implicación de unas con otras, así como de mayor involucramiento de actores de la red y de las delegaciones. Muestra de ello es el eje temático 7 que finalmente agrupó varias temáticas inter relacionadas para lograr incluir los distintos énfasis de diversos actores de la red y delegados a Iquique al respecto. Esta definición de ejes temáticos mostró como una de las principales dificultades la articulación entre diferencia (de interés, de perspectiva, etc.) y común-unidad hacia un mínimo de perspectivas e intereses generales comunes que permitan elaborar propuestas viables de respuesta a las crisis y de transformación emancipatoria de la gobernanza. Al mismo tiempo, permitió generar espacios de conversación, debate y reflexión plenamente centrados en las crisis, desafíos y construcciones de lo nuevo que están en marcha en el Cono Sur, pudiendo decirse que parte del éxito fundamental de la Asamblea en tanto dinámica ciudadana inédita para la nueva gobernanza, es que tomó la forma misma de la realidad emergente que busca potenciar.

> 7.2. Conclusiones y propuestas

Un diagnóstico de crisis múltiple, integral, de civilización. Producto de un orden internacional, regional, nacional y local asimétrico, marcado por profundas desigualdades de poder, económico, político, cultural, donde se construye a otros (la mujer, el niño, el pobre, el migrante, el no nacional, el indígena, el afro descendiente, el trabajador, etc.) como menos equivalentes, enemigos, excluibles, dominables, explotables, abusables. Asimetrías, injusticias, de los que manan y se alimentan conflictos de diversa índole entre sectores sociales al interior de pueblos y países; y entre pueblos y países.

Frente a esta crisis, las nuevas respuestas, necesarias, deseables y posibles, han de ser inéditas y adecuadas. Parte de ella se está gestando en el seno de los propios pueblos que sufren dolorosa y esperanzadamente las crisis. Tenemos conciencia que somos parte de ese movimiento de la humanidad que está cambiando de hecho la forma de pensar y vivir la democracia y la cultura, somos embriones de construcción de la nueva ciudadanía, sudamericana, universal, basada en una creciente pluri identidad, porque las actuales fronteras no nos representan ni nos son útiles. Somos portadores de las nuevas realidades y exigencias, venciendo los obstáculos e incomprendiones para construir la integración de nuestros pueblos, el buen gobierno y la felicidad, en armonía con la Naturaleza y el Cosmos.

Ante todo, nos movemos hacia una profunda renovación ética de la gobernanza. Crece aceleradamente nuestra conciencia que todos somos partes del mismo universo, todos conectados con todos, que el daño a unos afecta a todos, incluso al agraviador. Sobre esa base, desarrollamos los embriones de una nueva economía, una nueva gobernanza política y una nueva relación multi, pluri e inter cultural e ideológica. Esta es la propuesta esencial, de la cual se derivan

consecuentes propuestas concretas fundamentales desde y para el Cono Sur en diversos ámbitos. Las cuales hemos venido recogiendo y acumulando sistemáticamente desde 2007, 2008 y que enriquecidas en Iquique, estamos trabajando para exponerlas en documento síntesis de “Carta de los habitantes, ciudadanos, organizaciones, movimientos, comunidades y pueblos del Cono Sur”, que esperamos terminar de redactar pronto. Pero del que podemos adelantar que la dinámica misma de Asamblea se muestra como instrumento y contenido participativo y programático fundamental.

8. Perspectivas

En lo inmediato, dar mayor claridad y visibilidad al proceso de Iquique. Asegurar un seguimiento de las propuestas que surgieron de los ejes temáticos. Afianzar los métodos de la Asamblea a partir de equipos regionales. Permitir que haya más compromisos en la animación del proceso de parte de los integrantes. Ser transmisores y promotores en los procesos locales de la experiencia de Iquique para nutrir otra asamblea a futuro de carácter regional o nacional. Elaborar y difundir las conclusiones de la Asamblea.

En lo estratégico, unir más países y fuerzas en pos de una integración verdadera. En el marco de la red y proceso Asamblea, ampliar la inclusión temática y territorial. Extender y profundizar paralelamente las comunicaciones e intercomunicaciones sobre los esfuerzos, eventos y avances de cada región y territorios. Mejorando la selección de los participantes en cuanto a su capacidad de construcción, de diálogo, de visión política, etc.

Frente a las crisis y respuestas de la gobernanza, afinar los diálogos, debates y lineamientos políticos comunes para posicionarse colectivamente sobre ciertos temas. Para ello, buscando un superior equilibrio metodológico entre apertura del debate y profundización, entre cohesión interna y ampliación, entre presentación individual y ronda colectiva para desembocar en lineamientos y conclusiones comunes. Profundizando a la vez las alianzas en organizaciones y actores de los 4 países. Elaborar documentos para denunciar los problemas urgentes: contaminación, tóxicos, minería y otros. Dedicar esfuerzos para afinar diagnósticos esenciales, y sobre todo, elaborar y sustentar propuestas con potencialidad y riqueza de reflexión y eficacia, a partir de las dinámicas inéditas que ya están en marcha en este sentido.

> 8.1. Continuidad de los contactos

Los foros virtuales se han enriquecido con los nuevos compañeros y organizaciones integrados en Iquique y han mantenido sus contactos, especialmente a través de procesos de evaluación de la Asamblea de Iquique posteriores. Se han realizado numerosos contactos bi o multilaterales específicos, temáticos y regionales, generando incluso intercambios de experiencias en terreno a través de compañeros de un país que aprovechan el tiempo de verano para visitar a otros en otro país, es el caso de chilenos en Perú y Bolivia.

> 8.2. Actividades de continuidad

Se plantean varias posibilidades de actividades de continuidad de la red y proceso Asamblea como conjunto (existen innumerables

actividades temáticas o regionales) para el mediano plazo, dependientes de la obtención de recursos mínimos para su implementación. En primer lugar, está la propuesta de una asamblea de Ciudadanos del Cono Sur para Río+20. Posiblemente en Cochabamba, Bolivia en marzo o abril de 2012 para llegar con propuestas frescas a Río+20 en mayo del mismo año. Eso requeriría una reunión de trabajo más pequeña con coordinadores de los 4 países a mitad de 2011. En segundo lugar, está planteado un encuentro por la fraternidad de los pueblos en Tacna, ciudad sur fronteriza de Perú. En tercer lugar, está planteado la celebración de una Asamblea nacional por la educación en Chile.

Y existe la posibilidad de generar otras actividades, en la medida que se cuenta con la Red y el proceso, y que se avanza en superar las limitaciones organizativas de estructura que se evidenciaron en Iquique, potenciando al máximo las capacidades, y que pueda conseguirse recursos mínimos para ello. Por ejemplo, en el ámbito de la gobernanza.

9. Evaluación

> 9.1 Método de evaluación

Partimos del carácter de aprendizaje, de camino que se hace y reflexiona al andar, que tiene el proceso de Asamblea en particular y de superación de la crisis y construcción de la nueva gobernanza en general. El cual, antes que nada, es y debe ser auto reflexión colectiva. Por eso, se realizaron consultas sistemáticas, amplias y abiertas de evaluación, a todos los involucrados en la red y el proceso

de Asamblea en general y en la Asamblea de Iquique en particular. A través de los foros virtuales, de la red y el proceso, y de los delegados a Iquique. A cada delegación por país. A cada coordinador de eje temático en Iquique. Todas las cuales fueron finalmente sintetizadas en una evaluación formal escrita y un mapa conceptual de evaluación (<http://www.asamblea-conosur.net/spip.php?rubrique46>).

> 9.2 Limitaciones

Entre las principales limitaciones, de carácter estratégico, se encuentran:

- La falta de unanimidad de criterios y concepciones básicas, producto de la readecuación de estructura orgánica realizada a mitad de camino y que implicó armar una coordinación general y otros equipos colectivos con compañeros que, por un lado no cuentan con las competencias y habilidades desarrolladas necesarias para pilotar el proceso y la red, y/o por otro lado, que no comparten el objetivo esencial de renovación y búsqueda de respuestas inéditas a las actuales crisis, siendo más bien persistentes en las formas tradicionales del método y el discurso. Se debe homogeneizar más estos criterios y equipos en función del acumulado de la Asamblea, liberando la máximo sus capacidades y potencialidades.
- El esfuerzo logístico máximo desgastó más allá de lo aconsejable, sobre todo, en el contexto de los inconvenientes logísticos serios provocados por la readecuación orgánica. Se debe limitar los esfuerzos logísticos considerando que las exigencias no afecten los objetivos y dinámicas sociales y políticas.

- El esfuerzo de inclusión amplia y abierta conspiró en cierto grado contra el principio de selectividad y desdibujó hasta cierto punto los alcances y objetivos. Se debe maximizar el criterio de selectividad, sin perder la visión de inclusión y ampliación, pero con el centro en no afectar los objetivos sociales y políticos de la Asamblea.
- La dualidad de la Asamblea como red y proceso, pero al mismo tiempo como proyecto histórico con una estructura orgánica y recursos mínimos, basados en la confianza y el compromiso, fueron insuficientemente tratados y aclarados con antelación. Se debe precisar y explicitar mejor esto como criterio mínimo de condiciones de participación.
- La falta de mayor selección e incorporación de compañeros en tareas y equipos de trabajo para ensanchar la base de apoyo del proceso y las actividades. Se debe ampliar los equipos con criterio de selectividad.

> 9.3 Aciertos

- Lo inédito como necesidad de creación y necesario aprendizaje logró ser el centro de la Asamblea, que tuvo un carácter inédito, creativo, como proceso en general y como encuentro de Iquique en noviembre en particular, el cual obedece a su objetivo central: aportar a una nueva ciudadanía para una nueva gobernanza, plural, responsable, justa, ambiental, continentalista y plurinacional, a partir de los específicos desafíos comunes de la región del Cono Sur y en estrecho diálogo con los procesos hermanos de Asambleas en el mundo. Es un hecho importante e inédito, consecuente con esta construcción, y que constituye

apenas un primer hito, del todo mejorable, en ese camino de creación, y eso es lo más rescatable y decisivo desde nuestra perspectiva.

- La comprensión crucial de que la crisis de civilización necesariamente también nos habita. Esta conciencia es imprescindible para sostener la auto vigilancia y auto reflexión permanente, el carácter constructivista en la complejidad que debe tener el proceso de generación de las nuevas respuestas. Nos da también la paciencia y comprensión de las dificultades y obstáculos, una dimensión a la vez utópica y realista.
- La comprensión crucial que la diversidad, socio profesional, temática, de interés, de punto de vista, etc., es simultáneamente nuestra mayor riqueza y potencialidad, pero también el mayor riesgo y desafío a superar, para poder construir lo común sin negar, sino a partir de la valoración de lo diferente.

10. Ampliación

Una confirmación de primera importancia para la comprensión de las Asambleas como aporte al cambio social hacia una nueva gobernanza sustentable, es decir, legítima, posible y deseable, es que la misma práctica de las Asambleas Ciudadanas es a la vez un laboratorio de las nuevas formas de participación y de las nuevas ideas y propuestas para regular el orden social. Frente al diagnóstico esencial de que las regulaciones sociales, políticas y económicas se encuentran en crisis, que no dan cuenta de las demandas de las poblaciones, las Asambleas son parte de los múltiples y complejos ensayos de respuestas sociales e innovadoras, desarrollándose por

todo el planeta. Dinámicas que en el Cono Sur cobran especialmente mucha fuerza, en el contexto de los procesos constituyentes de Venezuela, Bolivia, Ecuador, etc., pero que también caminan en otras zonas, en Europa, en el Mediterráneo, en Asia, en África, en Oceanía, mostrando un movimiento que aunque desigual es planetario.

En las Asambleas, diversos sectores sociales, ciudadanos, reunidos por criterios geográficos, socio profesionales, temáticos, o de diversidad, se encuentran y debaten, compartiendo la idea fundamental que los ciudadanos pueden y deben reconstruir los sistemas de regulación política. Son espacios para pensar responsable, colectiva y pluralmente, la nueva arquitectura de las relaciones entre las personas, entre las sociedades, y de las sociedades con la biosfera; para responder a la pregunta: ¿Cómo debe ser gobernado el mundo a partir del lugar donde yo estoy en ese mundo, ya sea en Asia Central, China, Europa, Medio Oriente, Brasil o el Cono Sur Americano?

Una sensación general que confirman varios compañeros de larga experiencia por ejemplo en los Foros Sociales Mundiales, es la de desgaste, como se constató en el último de ellos en Dakar y siguiendo la revolución en Egipto, mostrando que las nuevas dinámicas sociales, políticas, culturales de los procesos emancipadores de esta segunda década del siglo XXI, parecen ir por el camino de lo inédito y emergente que abren los pueblos, por lo que debemos profundizar más y mejor las enseñanzas de los procesos como los de Túnez y Egipto y las asambleas ciudadanas que recién estamos iniciando, verdaderos “laboratorios” donde pueden expresarse y encontrar espacio de reflexión estas dinámicas.

Al mismo tiempo, reafirmamos nuestra convicción de que el avance hacia niveles superiores de articulación de una propuesta alter mundialista emancipatoria no encuentra otro camino operativo, práctico, viable, de realización que no sea la construcción gradual, compleja y desigual, de bloques regionales de países o zonas de afinidad geográfica, cultural y de intereses. El propio movimiento histórico, real, parece confirmar esta necesidad, tanto para los estados como para los pueblos y movimientos sociales y ciudadanos. No se trata de oponer el espacio mundial pleno con el de bloques o zonas regionales, sino de sostener ambos espacios; el primero por su amplitud y riqueza y porque es el horizonte programático donde se genera y alimenta la nueva conciencia de humanidad; el segundo, porque constituye el camino instrumental viable, en marcha, donde hacer posibles los nuevos consensos de regulación necesarios, urgentes y crecientes. Es una tensión compleja y no una oposición excluyente. Esto vivifica y reafirma nuestro compromiso con el proceso de Asamblea Ciudadana Cono Sur y su relación sistemática con las demás Asambleas del mundo, pues aparece de lleno en este movimiento emancipatorio real de los pueblos, nada fácil pero imprescindible a la tarea de transformación de la realidad.

6. Pacific Assembly (January 2011)

Actors and Participants

The Pacific Assembly included a core assembly group of 25 participants who were financially supported by RESPONSE/FPH to attend. There were more than 200 participants at the whole Sharing Power event. Many of the participants in the wider group were part of our networks. The Assembly was held over 4-5 days.

The participants who were supported to attend were from Aoteara-New Zealand (Maori, Pacific Islands, Pakeha/white, Chinese), and from Australia, Fiji, Vanuatu, Samoa and the Philippines. Proposed participants from Papua New Guinea and Hawaii had to withdraw.

Of the Twenty-five there were nine men and sixteen women (in addition four men and four women accepted but withdrew). Out of the larger groups about 50/50 were women and men. In preparation for this event, and in the shaping of the discussions, we would have communicated with over one hundred and thirty friends and partners in our networks. January is holiday time and many people are not able to attend an assembly or conference at that time.

Participants represented a number of Sectors:

- Academic and Research
- Local Government

- Development (overseas Aid)
- Environmental and Conservation
- Church Social Justice
- Youth

Networks, Organizations, Movements represented included:

- Conservation and Environment organizations (NZ, Pacific, International)
- Methodist Church
- Afeafe o Vaetoefaga (NGO Samoa)
- Māori networks
- Treaty of Waitangi (Social Justice) network

Backgrounds of individuals varied. They included

- Environmental managers, organizers, teachers and leaders
- Academic writers
- Economists
- Activists
- Social Justice leaders
- Youth leaders and students
- Film makers

- Researchers
- Engineers

Cultural Activities

Four field trips were integrated into the programme. Each was negotiated with a neighboring tribe. These were hosted by the tribal groups and each involved a welcome pertaining to the area, with local people giving presentations on local environmental and cultural issues.

Topics included land ownership, the state of waterways and water resources stewardship, historic issues with an update on the current status of settlements and agreements for co-management.

In many ways these trips were the highlight because we were accompanied by local people and heard their passion for their land and people.

Preparation

Preparation was a big part of the Assembly. The co-ordinating team was RESPONSE trustees and one associate.

Fifteen months before the Assembly we started a process of negotiation with IUCN. The idea of collaborating with them came from the Across Oceania programme through which our Pacific networks led us to considering collaboration with the IUCN as a significant international environmental organization with goals aligned to and compatible with the Charter of responsibility. The IUCN has

established a regional programme in the Pacific in the last 5 years.

Currently a Maori woman, Aroha Mead is Chair of one of the IUCN Commissions. We undertook a process of negotiation with her. This involved a series of meetings with Assoc. Prof. Aroha Mead over several months. Our suggestion of collaboration was accepted.

The committee proceeded to engage with our national and regional networks. These included:

- Research and academic networks, NZ
- Afeafe o Vaetoefaga, Samoa
- Foundation of South Pacific, Fiji and Vanuatu
- Dept Geology and Water Resources, Vanuatu
- Pacific Theological College, Fiji
- Global Green Fund Network, Papua New Guinea
- Kamehameha Foundation, Hawaii
- Waterscape, NZ
- Methodist Public Questions and Youth network, NZ
- Research Institute, Brisbane, Australia
- Centre for Positive Futures, Philippines
- Environment and Conservation Organization, NZ
- Treaty People Network, NZ.

Participants from all these organizations were invited. In some cases formal invitations were required for approval from employer organizations.

There was a lot of communication and negotiation over the programme, and intensive work to allocate contributions from the RESPONSE group.

Development

An Assembly was held in NZ in November 2009 and the 2010 Sharing Power Assembly was developed as a follow up with a strategic focus on collaborating with the IUCN as a significant international environmental organization.

Planning for the Assembly took place informally over 13 months, and more formally over 7 months.

All RESPONSE participants prepared presentations on their work and how it relates to responsibility and sharing power.

All the RESPONSE participants met for 1.5 days before the larger assembly.

The Assembly was held in Whakatane, a tribal centre for the host group.

> What made it work?

The magnificent generous hospitality, the informal summer

atmosphere, excellent knowledge and experience sharing. Cultural leadership gave context and history to the week of seminars, plenaries, celebrations.

Methods

Seminar presentations, plenaries, some in auditorium venue and some in tents.

Proposals

Topics for debate and discussion:

- The conference theme of Sharing Power, defined this as treating others with respect and exercising power responsibly.
- Responsibility for moving towards economies of interdependence was proposed as a reference for guiding decisions when faced with dilemmas – both at a micro-scale – in families, parishes, social services and at macro-scales in communities, regions, nations and at the level of global corporates, treaties, UN Declarations, environmental protocols and climate change agreements.

Holistic social and economic systems emerged as key platforms for navigating towards respectful and just relationships with people and planet. A memorable phrase by Winona LaDuke, an Ojibwe leader from the US that encapsulates this approach was ‘don’t talk to me of your philosophy unless you can grow corn’.

A key interest in economic alternatives meant a strong focus on

economic issues – which varied widely. Some participants were militantly opposed to mining as an economic activity whereas others took a pragmatic approach in the interests of jobs and livelihoods. Elinor Ostrom, awarded the 2009 Nobel Memorial Prize in Economic Sciences, which she shared with Oliver E. Williamson, for "her analysis of economic governance, especially the commons."¹ proposed that sustainability is most robust where communities are directly engaged in managing their lands, fresh water, oceans, resources and food supplies. Local enterprise has to be highly responsive to local conditions and built to the scale of local resources and social capacity. Food sovereignty in local communities and the production of energy on local scales were further dimensions of local economies. Elinor Ostrom's account of community based sustainability involved local decision-making and management of lands and waters and environmental resources. This added weight to the evidence of indigenous peoples that governance and management of communally owned lands and resources has the best long term environmental, economic and social outcomes. In both cases face-to-face relations between people and with the living world create conditions of interdependence.

Other themes

> International Initiatives for UN Declarations and on Responsibility as the basis for Sustainable Development

The need for environmental stewardship in response to climate change has resulted in a proliferation of initiatives to achieve a

mandate for environmental and institutional sustainability. There was a review of major international initiatives and declarations, with a presentation by Edith Sizoo from her analysis and synthesis of these. Her presentation featured the proposed Declaration of Human Responsibility. This discussion panel included Te Kawehau Hoskins, Gary Williams and Tabatha Wallington who have done leading research and practice in an ethics of responsibility. Discussion on ethics included reference to these documents and endeavours to integrate them. An academic paper was generated from this work and presented in Helsinki in April 2011.²

The discussion gave direction to strong sustainability in governance, policy and practice, and drew attention to a collective and relational qualities of responsibility. Power sharing in institutional systems was proposed to reflect human and environmental interdependence.

> Management for Sustainability: Collaborative Engagement, Traditional Governance, Matrilinear Responsibilities

The discussion supported the view that sustainability best flourishes through local, and face-to-face interactions and relationships where social, economic and environmental factors are integrated into decision-making and management. An ethic of relationality the basis for engagement between peoples and between peoples and Earth. Researchers with a critical eye to the way in which women are to be included in the governance of countries and organizations, and their opportunity to influence change is of key concern. Two papers on this topic will be presented at international conferences this year.³

> Indigenous Values, Resources and Systems to meet challenges of Development and Climate Change

There was discussion on the importance of traditional and cultural knowledge for sustainable land use and for economic development. Projects are being implemented which focus on producing and harvesting traditional materials in Pacific countries to meet challenges of climate change, and to meet the challenges of resilience. Discussion included land management, water supply, food production and safety, resource production and use, business development and environmental responsibility.

In Vanuatu the cohesive power of traditional systems of governance is being studied to manage contemporary conflicts over access to resources. The requirements of democratic governance and the influence of church leadership do not always meet the challenges of demands for development. The need to address gendered dimensions are referred to in FN 2.

The western system is based on written law that only specific people (lawyers) can interpret and the end result is a win-lose situation. The discussion explored ways that either incorporate the two systems or create a 'two-way' win-win or a kind of a catamaran system - and idea developed for our region by the elaboration of a the 'two hulled waka' that serves as our RESPONSE emblem and is more fully developed in various academic papers⁴.

> Care for the Integrity of Creation and Education in a Climate for Change

Leaders and youth in social justice networks across church denominations discussed theologies and practices to enable diverse communities to work together to build communities, local economies and care for creation. Care of creation is associated with stewardship of people and earth, and is therefore a unifying principle for peoples of faith. Care for the integrity of creation brings values that include spirituality and holistic world views; thus contributing to the quest for sustainable development.

The perspectives of youth and inter-generational initiatives contributed to the challenges of mobilizing traditional faith based communities into actions for environmental citizenship. With a focus on 'Care for Creation and Sustainability in a Climate for Change' different cultural perspectives were included along with different disciplinary interests and their aspirations for the future.

The Philippine contribution was on building youth responsibilities for peace, solidarity and respect for diversity as well as harmony between people and earth.

> Water - Te Waipuna Ariki – Enhancing Waterways and Teachings of Water

This discussion drew on environmental science and indigenous tradition (kaitiakitanga) to support management for the enhancement of waterways. The health and integrity of the 'environment' as an ecosystem was a priority. An ethic of care and obligation for environmental enhancement was identified as a basis for community building.

Prospects

> Continuing contacts

For the whole group we have continued contact through follow up emails with thanks and appreciation for participation and information about further matters of interest – such as updates on environmental issues and resources.

We are in touch with some particular participants with regard to water initiatives in their countries, and have asked their advice on project initiatives.

> Plans for extension

As a result of the contacts made at the January Assembly and discussions there, we have several proposals for follow on projects.

Response members have begun a sizeable research project with other Indigenous academics at Auckland University to document successful case-studies of Indigenous environmental governance practice. A key focus of the research is to enable conclusions to be drawn about the relationships between Indigenous involvement in governance and environmental responsibility.

Another is to develop further resources on policy, social issues (such as disparity and inequality) and economic development that takes account of climate change. In other words, it is to interpret scientific work on climate change into social areas.

We propose a meeting of a small group of participants. This is to have an in-depth discussion on responsibility based on particular practice, experience and research. This is in preparation for specialist attention to an ethics of responsibility in some case study practices.

We have held discussions with two groups on proposals for further Assemblies: Both are networks involved with sustainable economies with bases in different parts of New Zealand.

Evaluation

> Peer evaluation

Our decision to collaborate with the IUCN conference brought the benefit of contributing to an indigenous hosted International gathering. The topic of Alternatives to Development and focus on sustainable economies and on indigenous knowledge approaches to development corresponded very well with our interests.

This was an 'extra-ordinary' initiative on behalf of Ngati Awa, the Māori tribal group to engage international IUCN leaders in indigenous approaches to economic alternatives that include environmental responsibility and governance.

While there were significant benefits in the collaboration, and there was significant appreciation for the contributions of our group, there was not formal acknowledgement of our contribution. For example they did not give a plenary session to Responsibility and they did not acknowledge us as partners in a formal way.

While there was great benefit from engaging with this group, the opportunity to achieve real influence in the IUCN will require further intensive follow up. We have found that the IUCN have already been through a process of adopting the earth Charter and much of the explanation of this adoption is framed in terms of responsibility. We have had discussions with leaders of this process and will see what further opportunities are available for following through with IUCN members.

One possibility that has emerged is for the FPH to consider becoming a member of IUCN. This is a long formal process and requires membership fees. This idea could be explored further.

The NZ Pacific Assembly deepened our networks and there is ongoing follow up with participants.

Participants were asked to respond to three questions:

- 1. What are some challenges and opportunities relating to responsibility that arise from this assembly and conference ?
- 2. How might you further contribute to building and expanding an approach of responsibility to 'take care of the planet' ?
- 3. The FPH is working on a 'Third Pillar' for International life – a UN Declaration of Responsibility (a 'provisional' Charter is attached). Please give your thoughts about this as an ethical guide for our time.

Enlargement

There are several strategic opportunities for follow up from this Assembly.

We are continuing to follow up particular areas of interest such as on local economies and the challenge of global governance in relation to these economies.

The acceptance of the Earth Charter by IUCN provides a pathway for including a Charter for responsibility. Contact has been made with a key initiator of this process.

One of the Chairs of an IUCN Commission confirmed the priority of responsibility and we are working with his advice on furthering our engagement with IUCN.

We are continuing to liaise with personnel from IUCN and with participants.

Since January we have written articles in several formats. These include news articles, website information and three academic papers for publication. One of our members is attending the International conference on Responsibility in Finland (April 2011) and presenting a paper jointly written by Betsan Martin, Maria Humphries, Te Kawehau Hoskins.

A video has been drafted and will be posted on the RESPONSE and Assemblies websites.